

1870 - 1871

MAXIME VUILLAUME SE SOUVIENT DU SIÈGE DE PARIS

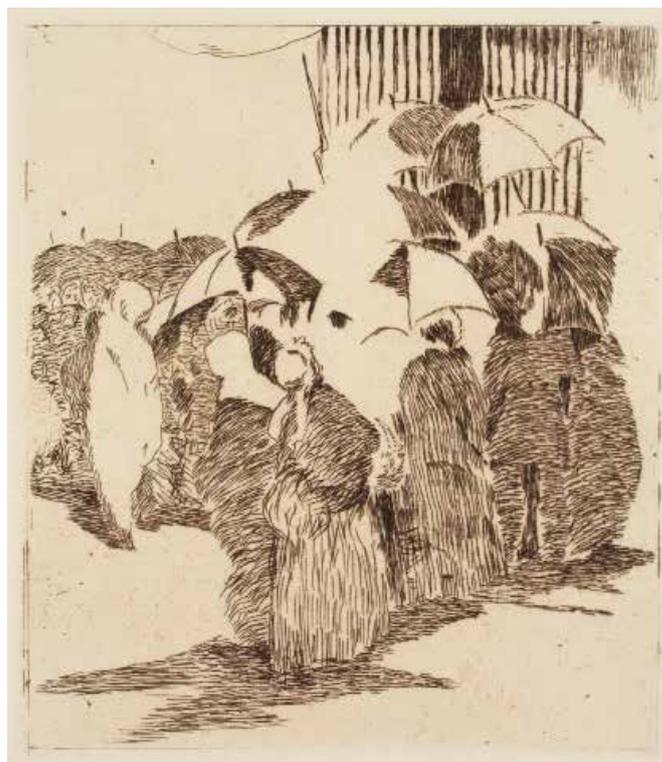
Maxime Vuillaume (1844-1925) était, en 1870, un journaliste bohème et blanquiste. Il était passé par l'École des mines mais n'avait pas songé à faire usage de la profession d'ingénieur – il le fit lorsqu'il y fut absolument obligé, lors de son exil en Suisse après la Commune. Son nom reste attaché au *Père Duchêne*, le très populaire journal qu'il « faisait », pendant la Commune, avec Eugène Vermersch et Alphonse Humbert, et à *Mes Cahiers rouges - Souvenirs de la Commune*, désormais un très beau livre (complet, grâce à Maxime Jourdan et aux éditions La Découverte).

De retour à Paris après la proscription, il est redevenu journaliste. Plus bohème ni blanquiste, sans doute, mais fidèle aux souvenirs de sa jeunesse. Ses souvenirs de la Commune, ceux qui ont formé ses « cahiers rouges », sont parus dans *L'Aurore* au début du vingtième siècle. Mais il en a écrit bien d'autres, pour ce quotidien, mais aussi pour *Le Radical* et pour *Le Matin*.

Voici de larges extraits de deux de ces articles. Nous avons choisi, comme le cent cinquantième du siège de Paris en septembre prochain, nous y incitaient, deux articles consacrés, justement, au siège de Paris, qui se tint donc de septembre 1870 à janvier 1871, dans des conditions que Maxime Vuillaume va nous décrire : il écrit, en 1908, pour des lecteurs dont beaucoup n'ont pas vécu ce siège.

Le premier de ces articles est paru dans *L'Aurore* le jour de Noël.

(suite p. 3)



LA QUEUE DEVANT LA BOUCHERIE, ÉDOUARD MANET, 1870-1871.

ÉDITORIAL

149^e ANNIVERSAIRE DE LA SEMAINE SANGLANTE

Pas de montée au Mur des Fédérés, en cette fin de mois de mai 2020, en raison des mesures d'exception liées à la pandémie du coronavirus.

Cela ne doit pas nous empêcher de nous souvenir et de rappeler avec force comment, à la suite d'une expérience d'émancipation politique et sociale unique, une répression féroce se déchaîna durant des jours et des semaines, au printemps 1871, contre le peuple de Paris. Comment une terreur de classe fut impulsée et une justice expéditive, exercée par des soudards, dont le général Galliffet ne fut pas le moindre des prodromes,



2 - ÉDITORIAL

dès le mois d'avril 1871, décima des dizaines de milliers de Parisiens – hommes, femmes, vieillards et enfants. Alors que le droit de réunion et celui de manifester ne sont toujours pas rétablis, en cette fin du mois de mai 2020, sous couvert de pandémie et que le préfet Lallement se revendique sans aucune honte du «marquis aux talons rouges», les écrits à chaud de Prosper-Olivier Lissagaray sur les événements abominables de la Semaine sanglante, publiés à Bruxelles, dans les mois qui ont suivi, continuent de nous accompagner dans ce souvenir. Lecture toujours très utile en ces temps où une police, qui n'a plus de républicain que le nom, laisse se développer en son sein, sans aucun complexe, les pratiques violentes et les manifestations visibles de ses éléments les plus factieux. (Cf. Ricardo Parreira: Quand l'extrême-droite prolifère dans la police/ Médiapart, 23 mai 2020). Très utile également quand les signes les plus inquiétants du développement de la surveillance généralisée avec en particulier le recours massif aux drones et les tentations de mettre en place des systèmes de reconnaissance faciale, mettent gravement en cause les libertés fondamentales, voire les libertés tout court des citoyen·n·e·s de ce pays.

Également au sommaire de ce numéro de printemps, deux articles de Maxime Vuillaume sur les Parisiens durant le Siècle de 1870-1871, une autre sorte de confinement, et un dossier intitulé «Prendre la main», après la crise sanitaire du coronavirus.

Vive la Commune!

Actualité(s) de la Commune
Lettre d'informations de l'association
Faisons vivre la Commune !
C/O Maison de la Vie Associative et Citoyenne
du 20^e arrondissement - Boîte 112
18 rue Ramus - 75020 PARIS

Directeur de la publication : Marc Plocki
Les articles signés n'engagent pas le point de vue du
comité de rédaction d'*Actualité(s) de la Commune*.

PRINTEMPS 2020

SOMMAIRE

1870-1871 LE SIÈGE DE PARIS

ARTICLES DE MAXIME VUILLAUME
SUR LE SIÈGE DE PARIS P. 1

TEXTES RÉUNIS ET PRÉSENTÉS PAR MICHÈLE AUDIN

LA SEMAINE SANGLANTE

LES HUIT JOURNÉES DE MAI DERRIÈRE LES
BARRICADES (EXTRAITS) P. 6

PROSPER-OLIVIER LISSAGARAY

DOSSIER REPRENDRE LA MAIN

LE MONDE D'APRÈS DEMAIN P. 10

MICHÈLE RIOT-SARCEY ET JEAN-LOUIS LAVILLE

ENTRE LES DEUX IL N'Y A RIEN ? JETER DES PONTS
CONCRETS ENTRE AUJOURD'HUI ET DEMAIN P. 12

LUDIVINE BANTIGNY

LE CONFINEMENT NE PROTÈGE
PAS DU CAPITALISME P. 19

CHRISTIAN MAHIEUX

LA COMMUNE EN CHANTANT

LA CANAILLE ALEXIS BOUVIER P. 23

HISTOIRE

CERTAINES « ÉLITES » INTELLECTUELLES
FACE À LA COMMUNE P. 24

MAURICE RAJSFUS

COMMUNALISTES-PORTRAITS

HIPPOLYTE TRIAT P. 27

ÉLOI VALAT

LECTURES

HIRAK EN ALGÉRIE L'INVENTION D'UN SOULÈVEMENT P. 28

OUVRAGE COLLECTIF SOUS LA DIRECTION DE OMAR BENDERRA,
FRANÇOIS GÈZE, RAFIK LEBDJAOU, SALIMA MELLAH.

C'EST LA NUIT SURTOUT QUE LE COMBAT
DEVIENT FURIEUX P. 30

ALIX PAYEN

ÉCRITS RASSEMBLÉS ET PRÉSENTÉS PAR MICHÈLE AUDIN.

ALPHABET COMMUNARD

ÉLOI VALAT P. 31

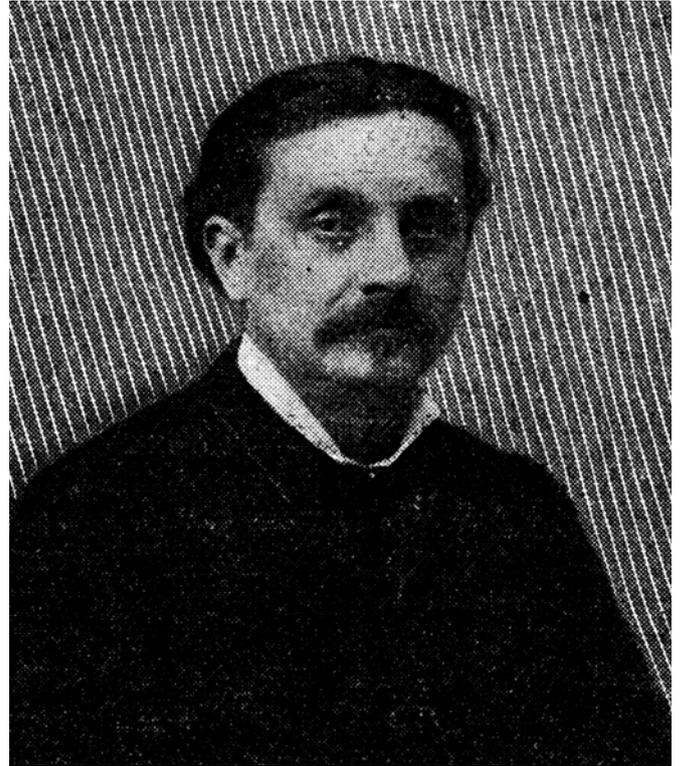
NOËL DU SIÈGE

L'Aurore 25 décembre 1908

Je feuilletais, hier, une collection de journaux du Siège. Que faisait-on le 25 décembre de l'année maudite ? Un froid de chien. La Seine charrie d'énormes glaçons frangés d'argent. Dans les rues, soufflant dans leurs doigts, des gardes nationaux, le cou emmitoufflé dans leurs cache-nez de laine à raies rouges ou bleues. Le soir, les cafés, tout noirs, vaguement éclairés à la bougie. De boucheries, point. De boulangeries, pas davantage. J'ai là, devant moi, pendant que j'écris cette chronique, une vieille carte en damier, timbrée, par-ci par-là, par-dessus les chiffres qui sont les jours du mois, de petites rondelles rouges. Une carte de boucherie. C'est sur présentation de cette carte que vous est délivré, après des heures de pose dans la neige, le petit morceau de cheval qui trompera la faim. Quant au pain, il faut lire la composition des divers pains fabriqués sous le Siège. Je les ai aussi sous les yeux. Le jour de Noël 1870, il n'y a pas encore trop à se plaindre. 78% de blé, 12 de seigle, 10 d'orge. C'est un peu noir, mais excellent tout de même. Voyons la suite, pendant que nous y sommes.

Dix jours après, au 5 janvier 1871, – on va être bombardé – la teneur en blé est tombée à 48%, avec 12 de seigle, 10 d'orge, 20 de riz et 10 d'avoine. Cela commence. Au 10 janvier, il n'y a plus que 30 de blé, 15 de seigle et d'orge, 25 de riz, 20 d'avoine, 10 de féculé. L'avoine va bientôt être augmentée. Vers le 20, le riz et l'avoine entrent pour moitié dans le pain. J'ai encore un morceau de ce pain. Je me demande comment, même à nos âges, comme l'on dit, j'ai pu mastiquer ce pain. L'écorce de l'avoine, qui a été plus ou moins broyée, forme avec le riz une pâte dure et plastique. Aujourd'hui, mon morceau de pain du siège, par sa dureté, son aspect marron bigarré, ressemble à quelqu'un de ces échantillons de minerai de fer que l'on voit derrière les vitrines des collections minéralogiques. Et notez qu'on ne délivre à chaque habitant que 300 grammes de ce pain extraordinaire. Sarcey, dans son journal, resté fort intéressant, parce qu'il était documenté au jour le jour, sans façon, mais très scrupuleusement, est dans le vrai, quand il raconte que le pain de janvier 1871 était noirâtre et gluant. Je me rappelle que les jeunes gens, dont j'étais, en riaient. Mais les vieux ! C'est qu'il fallait en avoir un estomac pour digérer ça !

Pauvres vieux ! Il fallait être tout au moins millionnaire pour se payer la joie de faire un déjeuner potable. On trouvait encore à manger. Mais à quel prix ! À ces jours de Noël, un peu après même, je crois, il vint à mon chef de bataillon et ami, Charles Longuet, qui avait touché trois mois d'appointements complètement oubliés de lui jusque-là, l'idée de nous offrir à moi et à un autre du bataillon, à dîner. Nous allâmes chez *Magny*. Le *Magny* des fameux dîners dont il est question dans le *Journal* des Goncourt. Le restaurant *Magny*, alors réputé, n'existe plus. Il ouvrait sa porte hospitalière rue Contrescarpe, entre la rue Dauphine et la rue Saint-André-des-Arts. À côté de *Magny* était le *Beuglant*, un café chantant où les dames artistes s'asseyaient sur des fauteuils, tout autour de la scène.



MAXIME VUILLAUME PAR PIERRE PETIT, 1910.

Dans le local, il y a, je crois, en ce moment, un dépôt de verreries. Quant à *Magny*, l'immeuble a été démoli pour faire place à une maison à cinq étages.

Eh bien, ce dîner chez *Magny*, dans le commencement de janvier, Longuet le paya une quarantaine de francs, il y avait du fromage de gruyère ! Songez ! on se le montait en épingle ! Le jour de Noël, le boudin légendaire valait cent sous la livre. Le saucisson, quinze francs. Et quel boudin, quel saucisson ! De quoi étaient-ils faits ? On n'y regardait pas de si près. Un charcutier, dit-on, fut condamné pour avoir roulé en saucisses de la chair des morts du champ de bataille. Horrible ! Un poulet – toujours le 25 décembre 1870 – valait 28 francs. Un canard, 30 francs. Une oie, 50 francs. Un misérable pigeon, 10 francs. Un lapin, 15 francs. Une boîte de sardines, 12 francs. La livre de beurre, 30 francs. Un œuf, 2 francs. Et les pommes de terre ! 10 francs le décalitre. Un chou, 5 francs. Pour 2 fr. 50, on avait un kilogramme de chien. Nous avions découvert, à quelques amis, un restaurant proche le Palais Royal, où on servait d'énormes plats d'un ragoût appétissant. Du chien. Du bon et fidèle chien. Il fallait, bien entendu, apporter son pain.

Tous ces chiffres sont tout ce qu'il y a de plus exacts. Ils sont pris dans un livre publié par un ancien chef du bureau de l'approvisionnement à la préfecture de la Seine, M. A. Mourillon, *l'Approvisionnement de Paris en temps de guerre, souvenirs et précisions*, publié en 1888, chez l'éditeur Perrin. Encore quelques chiffres intéressants à rappeler. Les animaux du Jardin d'acclimatation furent, comme l'on sait, mis en vente. Les deux éléphants furent vendus 17 000 francs (27 000, en fait). Les deux chameaux, 5 000 francs. L'antilope, 650 francs. Les deux rennes, 800 francs.

Etc. Les perroquets, presque tous furent achetés par

4 - MAXIME VUILLAUME - LE SIÈGE DE PARIS

Ricord, et les casoars par M. de Rothschild. M. Mourillon nous donne le chiffre des chevaux consommés, cinquante-six mille! Toutes les horribles graisses qui purent être extraites, souvent des choses les plus répugnantes, trouvaient amateurs. Aussi que de malades! Que de morts: La diarrhée. La petite vérole. Les cimetières regorgeaient de cadavres. Du 18 septembre 1870 au 23 février 1871, la mortalité fut de 63 725 au lieu de 21 883 en temps ordinaire. Juste triplée. Le 25 décembre, on enregistrait, pour la semaine écoulée, 3 280 morts au lieu de 856 en temps ordinaire. Ce jour de Noël sinistre de 1870 fut le point d'intensité maximum de la petite vérole noire. Bronchite, dysenterie, typhoïde, quel cortège de misères!

MAXIME VUILLAUME



Le généreux Charles Longuet était un journaliste républicain, c'est lui qui, trois mois plus tard, pendant la Commune, devait diriger le *Journal officiel*. Lui et Maxime Vuillaume, habitaient le même quartier du cinquième arrondissement, l'un rue Du Someraard et l'autre rue des Carmes. Ils étaient donc incorporés dans le même bataillon de la garde nationale – ce siège faisait partie d'une guerre, ne l'oublions pas – le 248^e. Nous les retrouvons tous les deux dans un article (paru quelques mois plus tôt) plus nostalgique consacré à leur quartier pendant le siège... et après. Maxime Vuillaume, journaliste respectable, n'oublia jamais – et comment l'aurait-il pu? – ni qu'il était un rescapé de la « cour martiale » du Luxembourg pendant la semaine sanglante, ni ceux qui n'avaient pas eu sa chance.



AUTOUR DE SAINT-SÉVERIN

L'Aurore 13 mars 1908

Il ne restera bientôt plus rien, pas un pan de mur, pas une vieille pierre, qui, dans Paris renouvelé, aéré et parfois, hélas, enlaidi, parle au souvenir. Au hasard d'une flânerie, je m'étais engagé dans ce qui reste de l'antique quartier Saint-Séverin, longeant la rue de la Huchette, la rue de la Harpe, la rue Galande – où fut jadis le Château-Rouge détruit par la percée de la rue Dante – quand une large voie, toute en démolitions, m'apparut, aveuglante de lumière. La rue Saint-Jacques! C'était là ma vieille rue Saint-Jacques! Et tout de suite, devant ces hautes façades maculées, noircies et salies de la crasse des siècles, s'évoquèrent les boutiques basses, au fond desquelles flambait perpétuellement le brasier de la rôtisserie. De la rue de la Parcheminerie à la rue Saint-Séverin, jusqu'au Petit-Pont, qu'illustrèrent la fameuse barricade de Juin, et le massacre des *Deux Pierrots (il s'agit du massacre, le 23 juin 1848, des derniers défenseurs de la barricade du Petit-Pont, qui s'étaient réfugiés dans ce magasin de nouveautés)*, ce n'était que rôtisseries, dont la lignée remontait aux jours lointains des escoliers et du guet. Démolies, à jamais disparues, les rôtisseries de la rue Saint-Jacques.

Il n'y a pas encore bien longtemps qu'à chacune de mes excursions dans le vieux quartier de ma jeunesse, je jetais un regard ému vers le fond de l'une de ces humbles boutiques. Aux jours sombres et faméliques du siège de 1870, les rôtisseries de la rue Jacques – comme nous disions alors avec Rigault – manquant totalement de poulets et de gigots, rôtissaient des quartiers de cheval, quand bien entendu, elles pouvaient s'en procurer. Et ce n'était pas toujours facile. Quand Décembre fut venu, avec ses 12 ou 15 degrés au-dessous de zéro, le feu lui-même manquait. Plus de charbon. L'âtre flambant n'était plus qu'un tout petit feu – un feu de vieille – en face duquel de tout petits morceaux d'une viande parcimonieusement mesurée par les boucheries municipales, grésillaient. Heureux, trois fois heureux, les gens fortunés qui pouvaient s'asseoir au maigre festin quotidien.

Je ne me rappelle plus trop comment nous avions, quelques amis du 248^e bataillon et moi, découvert la petite rôtisserie de la rue Jacques. Toujours est-il qu'un beau soir, nous nous trouvâmes réunis, une demi-douzaine, autour de l'une des tables de l'arrière-boutique. Il y avait là: d'abord notre chef de bataillon et ami Charles Longuet, qui devait quelques mois plus tard, être élu à la Commune; son fidèle lieutenant-secrétaire Achille Macé, originaire, comme Longuet, de Caen en Normandie; un sergent que nous appelions Berzélius, parce qu'il se disait chimiste, bohème étrange, habitué de l'*Académie* [c'est un café, bien sûr], également rue Jacques mais plus haut, entre la rue Soufflot et la rue Malebranche; un vieux garde nommé Michel, qui s'était battu en Juin 18 et qui nous faisait, pour la centième fois, entre la poire absente et le fromage dont une parcelle valait deux louis, donc également absents, l'éternel récit des fusillades du Collège de France; deux ou trois autres, et moi. Vallès faisait des apparitions. Son estomac en déroute s'accommodait mal de l'âcre fumet de faisandé du cheval qui finissait de cuire.

Nous étions servis, dans cette bienfaisante rôtisserie de la rue Jacques, par une gentille fille, la fille du patron, que je vois encore, fluette et blonde, dans sa robe de finette grise poilue et son tablier éblouissant de blancheur. Ne quittant qu'assez tard l'atelier de fabrication de munitions du quai d'Orsay, installé dans les salles de la manufacture de tabacs – la même qui va apparaître et dont les terrains ont été vendus l'autre jour la jolie somme de quatre millions – où je tenais pendant le jour le rôle de surveillant, j'arrivais parfois à la rôtisserie de la rue Jacques quand tout le monde était déjà parti, l'un pour se rendre à une réunion publique, l'autre tout simplement au café où l'on causait bataille, espoirs, déceptions et trahisons.

Je m'asseyais, solitaire. Et c'était alors l'instant délicieux. La gentille fille entra, mettait l'humble couvert, et, de la voix la plus douce:

– Lieutenant – car j'étais lieutenant au 248^e – je vous ai gardé quelque chose.

Ce quelque chose était une exquisite et parfumée tranche de cheval. Elle me l'apportait presque en cachette. Une tranche de cheval à la Noël! Que d'envie elle eût fait, cette tranche convoitée! Il faut avoir eu faim, faim à vingt ans, – mettons vingt-cinq pour ne pas me rajeunir (*et même vingt-six...*) – pour respirer encore, à trente-sept ans de distance, le parfum embaumé



Le photographe se trouve rue de la Bûcherie et photographie la rue de la Huchette. Au premier plan à gauche, c'est le débouché de la rue du Petit-Pont.

Le 23 juin 1848, les derniers défenseurs insurgés de la barricade de la place du Petit-Pont, qui s'étaient réfugiés *Aux Deux Pierrots* pour échapper aux tirs d'artillerie du général Bedeau, furent tués dans les étages du magasin par la garde mobile.

Le 23 août 1944, le débouché de la rue de la Huchette sur la place du Petit-Pont sera aussi le lieu d'une barricade, immortalisée par le photographe Robert Doisneau.

CHARLES MARVILLE,
RUE DE LA HUCHETTE, 1866.

et appétissant de ce morceau de cheval, taillé peut-être dans la plus efflanquée des haridelles ou dans quelque pauvre bête, victime, comme les hommes, des fureurs de la bataille. Pourquoi quittâmes-nous un jour l'asile bienfaiteur et réconfortant de la rôtisserie de la rue Jacques? J'en ai perdu le souvenir. Peut-être bien, ingrats que nous fûmes, quand la capitulation fit rentrer dans Paris le pain blanc, les gras poulets, les moutons aux gigots bénis, les victuailles sur lesquelles nous nous jetâmes tous comme des loups affamés. [...]

Quand je revins d'exil, un jour que je passais près de Saint-Séverin, je m'arrêtai devant la rôtisserie. Je fouillai du regard l'asile, où flambait une gerbe de feu. J'interrogeai les figures. Je cherchai en vain parmi les personnes qui me semblaient être de la maison, celle qui avait jadis, de ses blanches mains, déposé devant moi la tranche délicieuse, que je repousserais peut-être aujourd'hui avec dédain et dégoût.

Je ne la revis pas...

Rien ne m'attachait donc plus à la rôtisserie du siège. Et, cependant, quand, hier, je vis la large trouée, évenant mon vieux quartier, de la Sorbonne au Petit-Pont, il me sembla devant cette ruine que quelque chose de moi-

même s'en était allé. Je voulus fouler une dernière fois le lieu du souvenir. Demain, les ouvriers de la Ville viendront niveler le terrain, poser les bordures du trottoir, sceller à jamais les portes qui s'ouvraient pour moi sur le passé, plein de joies et de regrets...

Je quittai les ruines. Saint-Séverin débarrassé de la gangue qui l'avait cachée pendant des siècles, élevait sa nef admirable, montrait son abside élégante. Tout en haut de son clocher pointu, à travers l'étroite trouée de la flèche, immobile, la forme noire de la petite cloche, Mattea – elle s'appelle du doux nom de Mattea, la vieille, très vieille cloche, la plus vieille de Paris qui, depuis 1412, cinq cents ans, réveille de ses notes claires, le vieux quartier endormi.

Et, ramenant mon regard sur ce qui fut, au coin de la rue Jacques et de la rue Séverin avant les démolitions, une toute petite place, avec un renforcement, bordée de hauts murs, je revis ce que je vis le matin du jeudi 25 mai 1871 le lendemain de l'effroyable lutte, un tas de cadavres empilés, sanglants, les fusillés de la nuit – ceux que ne pouvait plus réveiller, hélas, la note argentine de Mattea.

MAXIME VUILLAUME

TEXTES RÉUNIS ET PRÉSENTÉS PAR MICHÈLE AUDIN

LES HUIT JOURNÉES DE MAI DERRIÈRE LES BARRICADES*

«On a tort de croire que le massacre n'a été qu'une répression féroce contre les "fédérés": il s'est trouvé, en fait, dirigé contre Paris entier, et non pas contre le seul parti de la Commune. Paris en a gardé la mémoire: et l'on n'a pas besoin de chercher beaucoup pour en retrouver les souvenirs encore vivants, même dans la portion la plus paisible de la population.» Camille Pelletan¹

Des razzias énormes avaient été opérées par l'armée, au fur et à mesure de l'occupation des quartiers. Quand les fusillades avaient lieu en masse, qu'on juge des arrestations. Parfois on emmenait en bloc tous les locataires d'une maison, parfois on cernait une rue entière, et l'on retenait tous les passants. Des armes cachées, des revolvers qu'on n'avait pas encore rapportés, une suspicion plus ou moins motivée, une parole malencontreusement prononcée, une attitude mal interprétée, suffisaient pour qu'on fût chassé à coups de crosse devant les soldats. Des visites domiciliaires avaient lieu au milieu de la nuit, et la troupe, qui suivant sa consigne doit dans tous les cas rapporter poil ou plume, emmenait indifféremment et sans même les interroger femmes, jeunes gens, vieillards. Plus de 40 000 prisonniers furent ainsi ramassés du 22 au 30 mai. Ils ne séjournèrent que quelques heures à Paris, puis on les achemina sur Versailles. La foule se précipitait pour les voir passer.

Ils avançaient souillés d'ordures, les vêtements en lambeaux, exténués, tête nue sous un soleil ardent, attachés cinq par cinq aux poignets par des cordes au milieu des soldats, chassepot armé. Une corde longitudinale reliait entre elles toutes les cordes transversales des groupes, de façon que tous les prisonniers étaient attachés en bloc. Une évasion était ainsi impossible, et il suffisait d'un peloton pour conduire un convoi assez nombreux.

Les commandants des détachements avaient pleins pouvoirs. Un convoi de prisonniers attachés dix par dix passait rue d'Amsterdam. Une fantaisie traversa la tête de l'officier: il commanda une halte et ordonna à ces malheureux de se mettre à genoux. Pendant ce temps, une tourbe infâme les couvrait d'injures et criait: «Fusillez-les!» Le moindre signe d'opposition de la part



ÉDOUARD MANET, BARRICADE, 1871.

des prisonniers entraîna la peine de mort immédiate; ils étaient abattus sur le chemin, surtout à coups de revolver.

[...] Les honnêtes gens de Versailles couraient comme à une fête au-devant de ces chaînes sans fin. Et les dames du meilleur monde ne dédaignaient pas de donner du bout de leurs ombrelles dans le flanc de quelques fédérés. Escortés par les risées et les imprécations de cette populace gantée, ces malheureux traversaient dans toute son étendue la ville de Versailles, toujours tête nue au soleil, et gravissaient la hauteur de Satory.

[...] On les avait jetés là, en plein air, tête découverte; ils couchaient dans la boue, n'ayant d'autre nourriture que du biscuit gâté et de l'eau infecte puisée à une mare dans laquelle les gardiens ne se gênaient pas pour faire leurs besoins. Les premières nuits furent très froides, il plut beaucoup. Dans celle du vendredi 26, dix-sept d'entre eux moururent.

Le grand mur d'enceinte du camp était crénelé. Par des trous de distance en distance passait la bouche des mitrailleuses, qu'on avait eu soin auparavant de faire défiler devant les prisonniers. Des deux côtés de la porte centrale, des chasseurs à cheval faisaient la haie, le sabre

* Extraits choisis de l'ouvrage de Prosper-Olivier Lissagaray, *Les Huit Journées de mai derrière les barricades*. Source Gallica - <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5447377t?rk=21459;2>
1. Camille Pelletan, *La Semaine de mai*, Maurice Dreyfous éditeur (1880). Articles parus dans le quotidien *La Justice* et réunis pour cette édition.



L'EXÉCUTION DES FÉDÉRÉS PAR LES VERSAILLAIS AU CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE, À PARIS, LE 28 MAI 1871, DESSIN AU CRAYON REHAUSSÉ DE GOUACHE, ALFRED HENRI DARJOU, MUSÉE CARNAVALET.

au poing. – Il arriva que les soldats, pris de panique ou de rage, déchargèrent leurs chassepots dans le tas. Dans la nuit du 25 au 26 mai il y eut une sorte d'émeute, ou du moins les gardiens l'affirmèrent. Trois cents prisonniers furent passés par les armes. Amenés au bord d'une fosse garnie de paille ils y furent précipités à coups de fusil, puis on arrosa le tout de pétrole et on mit le feu. Beaucoup n'étaient pas morts. Il y eut des hurlements épouvantables. À de certaines heures, ordre était donné à tous de se lever, de se coucher sur le côté gauche ou sur le côté droit, et toute infraction à ce commandement était suivie de coups de revolver.

[...] Bientôt le camp, quoique immense, fut encombré et l'on dut évacuer les victimes. Dès le 26, on les dirigea sur les ports de mer. On les enferma dans des wagons à bétail solidement cadenassés, sans autres ouvertures que quelques trous à air, et ils y restaient souvent trente-deux heures. Entre les différents wagons on en intercalait un, composé de sergents de ville, munis de chassepots et de revolvers. À la Ferté-Bernard, le train avait dépassé la gare de 200 mètres, quand des cris partirent de plusieurs wagons; les prisonniers étouffaient. Le chef de l'escorte fit arrêter le convoi, les agents descendirent et déchargèrent leurs revolvers à travers les trous à air. Le silence se fit... et les cercueils roulants repartirent à toute vapeur.

À Brest et à Cherbourg, les prisonniers furent répartis sur de vieux vaisseaux embossés en rade, chacun de ces bâtiments contenant environ mille prisonniers. Depuis la cale jusqu'au pont, dit un témoin oculaire, ils sont – (ils sont encore après quatre mois!) – empilés dans des parcs

formés par des madriers comme dans de grandes caisses d'emballage. Les sabords cloués ne laissent passer qu'un filet de lumière. Nulle ventilation. L'infection est horrible. La vermine y grouille. Il y a des blessés: pas de médicament, pas d'ambulances; rien.

Tout matelot que l'on surprend causant avec eux est passible de mort. Les sentinelles qui veillent aux entreponts ont ordre de tirer sur les détenus s'ils s'approchaient du grillage des sabords.

Leur nourriture est ainsi composée: à cinq heures du matin, un biscuit; à midi, du pain et des haricots, à six heures, un biscuit et des haricots. Pas de vin, pas de tabac. Les envois ne parviennent point.

Voici les noms des navires transformés en pontons, sur lesquels sont placés les fédérés: – à Brest: Fontenoy, Napoléon, Austerlitz, Breslau, Duguay-Trouin, Ville de Bordeaux, Ville de Lyon, Aube, Marne, Yonne et Hermione; – à Cherbourg: la Ville de Nantes, le Tage, le Tourville, le Calvados, la Garonne, le Bayard.

[...] Presque toutes les maisons furent perquisitionnées. Un détachement de ligne, conduit par un officier, enveloppait un pâté de maisons, et pendant tout le temps que durait la perquisition, on pouvait entrer et non sortir. Les sergents de ville les accompagnaient, armés de chassepots et de pistolets versés par les particuliers d'après les ordres de l'autorité militaire. Officier et mouchards montaient dans les chambres, interrogeaient les habitants, faisaient larder de coups de baïonnettes les endroits suspects. On enlevait non seulement les armes et les uniformes, mais encore jusqu'à des pièces

8 - PROSPER-OLIVIER LISSAGARAY - LA SEMAINE SANGLANTE



GRAVURE DE CHARLES FICHOT POUR *L'ILLUSTRATION* DU 10 JUIN 1871 REPRÉSENTANT LA PRISE DE LA BARRICADE DE LA RUE SAINT-ANTOINE PAR LES TROUPES VERSAILLES.
BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE DE LA VILLE DE PARIS.

de drap intacts, que les soldats prétendaient provenir de la Commune, et les numéros des journaux républicains publiés depuis le 18 mars.

[...] Dans ces jours de terreur, on vit s'abattre sur Paris le fléau des dénonciations. Elles affluèrent de tous les côtés et beaucoup s'en servirent pour satisfaire des rancunes personnelles. Du 22 mai au 13 juin, la préfecture de police reçut 379 823 dénonciations. Les numéros d'ordre du registre où ces correspondances étaient centralisées permirent d'établir cette statistique de l'infamie. Un grand nombre de gens avaient cru qu'une prime de 500 francs était délivrée à tout dénonciateur de quelque personnage de la Commune. Aussi la police put facilement reconstituer la liste des délégués de bataillon à la Fédération de la garde nationale. Dans certains quartiers, les gens notables organisèrent des réunions privées et où ils dressèrent et envoyèrent à la préfecture les listes des citoyens dont ils voulaient épurer l'arrondissement. Les concierges furent en général les auxiliaires les plus dévoués de la terreur. Nous en connaissons un dont les dénonciations ont fait fusiller deux personnes. Les gens de l'ordre travaillaient en amateur, en se promenant. Tous les jours ils arrêtaient dans les rues et sur les boulevards des passants dans lesquels, se fiant à des souvenirs de photographies, ils croyaient reconnaître des personnages importants.

[...] Les dénonciations avaient atteint au bout d'un mois un chiffre tellement fabuleux que l'on décida de ne plus les prendre en considération qu'après avoir obtenu des renseignements sur les personnes ainsi signalées. On dut même garder des individus qui revenaient à la récidive pour la cinquième ou la sixième fois.

La moyenne des arrestations se maintint pendant deux mois et demi à quatre cents par jour. On aura une idée du chiffre énorme des pertes d'ensemble par ce fait que, aux élections complémentaires du mois de juillet, il y eut à Paris cent mille électeurs de moins qu'aux élections de février. Les Débats estimaient que les pertes faites par « le parti de l'insurrection, tant en tués que prisonniers, atteignaient le chiffre de cent mille individus. »

L'industrie parisienne en fut écrasée. Ses chefs d'ateliers, ses contremaîtres, ses ajusteurs, toute cette pléiade d'ouvriers, véritables artistes, qui donnent à sa fabrication un fini parfait, périrent, ou furent fait prisonniers, ou émigrèrent. La cordonnerie perdit la moitié de ses ouvriers, douze mille sur vingt-quatre mille; l'ébénisterie, plus d'un tiers; dix mille ouvriers tailleurs sur trente mille, à peu près tous les couvreurs, peintres, plombiers, zingueurs, disparurent. ■

DOSSIER

REPRENDRE la main

Le printemps 2021, en raison de la pandémie, aura vu un nombre incalculable d'appels, de textes, de tribunes, de réflexions circuler et envahir nos petits écrans domiciliaires. « Rien ne sera plus comme avant... » nous ont-ils presque tous annoncés, sur un ton parfois prophétique. Le sentiment est, semble-t-il, assez unanime que nous venons d'assister à un coup de semonce et participé, toutes et tous, à notre corps défendant, à une répétition.

Comme une première lecture, sans décors et sans costumes, mais suffisamment convaincante, d'autres secousses plus violentes à venir.

Cette alerte mondialisée doit être entendue comme telle et si de très nombreuses critiques du système de domination économique et financière actuel se sont précisées et multipliées, elles ne donneront pas grand-chose si nous ne sommes pas en mesure, collectivement, de penser et promouvoir une alternative crédible à cette course folle : une disparition violente et inévitable, à terme, que nous propose ce même système non réformable.

Au refrain entêtant et anesthésiant de « tout recommencera », sciemment entretenu par les gouvernements, les patrons et les médias, il est indispensable de répondre par un « tous et toutes ensemble » salvateur. Un « toutes et tous ensemble » pour déterminer ce qui est indispensable et ce qui ne l'est pas. Un « tous et toutes ensemble », pour définir, de façon commune, la transition la plus à même de nous entraîner vers une société de véritable égalité et de partage.

Trois textes nous semblent importants de ce point de vue, pour continuer à approfondir cette nécessaire réflexion collective et reprendre la main « toutes et tous ensemble ».

Le texte de Michèle Riot-Sarcey et Jean-Louis Laville (publié dans *Libération*, dès le 17 mars) nous propose très clairement cet objectif d'émancipation : « En ces temps de confinement, l'auto-organisation, l'entraide, la réflexion collective pourraient redonner sens à la démocratie vraie que revendiquaient les quarante-huitards comme les communards. »

Celui de Ludivine Bantigny, publié dans sa version longue par la revue *Contretemps* et sur *Médiapart*, le 16 avril insiste, pour sa part sur la notion de « commun » : « Les communs ne sont pas forcément ou pas seulement des choses, des objets ou des biens : plutôt et tout autant des actions collectives et des formes de vie – des relations sociales fondées sur le partage et la coproduction. Les communs constituent moins un donné qu'une intelligence collective en acte.

Ces espoirs portent en eux des volontés de solidarité, d'association et de coopération. Ils aspirent à une vie bonne, juste, humaine – sans négliger sa beauté et le plaisir qu'elle inspire. Ils changent les critères de référence : non plus le marché mais le partage, non plus la concurrence mais la solidarité, non plus la publicité mais l'art par et pour chacun, non plus la compétition mais le commun. »

La contribution de Christian Mahieux, publiée le 25 avril sur le site *Entre les lignes* entre les mots rappelle que « L'autogestion ne signifie pas que tout le monde sait tout sur tout, que tout le monde fait tout, que tout le monde doit s'intéresser à tout ; mais que rien n'est confisqué par quiconque et que tout se complète, que tout doit coopérer et qu'il faut construire ensemble. »

LE MONDE D'APRÈS DEMAIN



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE NUIT DEBOUT À PARIS, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE, LE 10 AVRIL 2016.

CC OLIVIER ORTEGA

PLUS QUE JAMAIS IL EST AUJOURD'HUI NÉCESSAIRE DE RAVIVER LES ESPOIRS D'HIER. RAPPELONS QUE L'IDÉE D'ÉMANCIPATION « DU PEUPLE ET DES FEMMES » DANS LES ANNÉES 1830 ÉTAIT UN MOT D'ORDRE D'ACTUALITÉ QUE REPRENAIENT LES JOURNAUX DE L'ÉPOQUE. LA LIBERTÉ POUVAIT ALORS GUIDER LE PEUPLE. EN CES TEMPS DE CONFINEMENT, L'AUTO-ORGANISATION, L'ENTRAIDE, LA RÉFLEXION COLLECTIVE POURRAIENT REDONNER SENS À LA DÉMOCRATIE VRAIE QUE REVENDIQUAIENT LES QUARANTE-HUITARDS COMME LES COMMUNARDS. REDONNONS-VIE À LA FRATERNITÉ QUI FUT UN TEMPS SYNONYME DE COMMUNISME.

Symptôme des dysfonctionnements de tous ordres, dus à l'exploitation excessive de la nature et des hommes, la pandémie actuelle est suffisamment grave pour nous inciter à réfléchir collectivement sur le devenir des sociétés. Partout dans le monde, de récentes insurrections ont traduit l'exaspération montante tandis que les alertes des scientifiques par leurs appels à la désobéissance civile montraient l'urgence d'un changement planétaire.

En Europe malgré les dénonciations des salarié-es, les grèves longues, à répétition, malgré les contre-propositions des organisations syndicales, des médecins, des infirmier-ères, malgré les menaces de démissions des différents responsables, la lutte contre les politiques de démantèlement des services public, a été perdue. Toutes ces demandes pourtant réalistes se sont heurtées à une fin de non-recevoir de la part des pouvoirs, au nom de la compétition internationale. Et plutôt que le débat public, les gouvernements de la plupart des pays ont choisi de réprimer des mouvements de protestations.

Depuis des années, les États occidentaux ont choisi de mettre en œuvre les directives néolibérales en généralisant la privatisation, et la précarisation des emplois, n'épargnant



aucun secteur, des hôpitaux à l'éducation. En poursuivant, les politiques de consommation à outrance, y compris énergétiques, tous ont contribué à détériorer durablement la Terre et à mettre en péril la vie des très nombreuses espèces. En France, dans ses dernières interventions le président de la République redécouvre, après l'avoir défait, le bien-fondé de l'État providence, c'est dire le désarroi actuel des hommes qui nous gouvernent.

Assez de mensonges, assez de discours trompeurs laissant croire qu'il n'y avait pas d'alternative possible et que nous étions condamnés à vivre dans un monde tel qu'il est. Nous ne pouvons rester prisonniers des promesses régulièrement renouvelées et jamais réalisées d'un système dont la logique empêche la prise en compte des exigences d'une transition digne de ce nom. Si celle-ci est sans cesse renvoyée à plus tard c'est que les lobbies exercent une influence continue auprès des responsables politiques sous prétexte d'une prétendue nécessité économique, voire de chantage à l'emploi.

Or, cette financiarisation et cette mondialisation se voyant inexorables et toutes puissantes révèlent aujourd'hui leur fragilité autant que leurs méfaits. Il n'est pas concevable de rester tétanisés par l'effondrement et d'écouter dans la peur les nouvelles du désastre. Il serait possible de rassembler les forces critiques qui s'opposent aux courants dominants pour réaffirmer le refus de cet ordre du monde qui nous amène tout droit à la catastrophe.

Il est temps d'agir et de réfléchir ensemble, en associant tous les projets et contre-propositions qui ont été faites par les professionnels de santé, les climatologues, et bien d'autres acteurs qui depuis des mois informent sur les risques encourus liés aux orientations irresponsables que suivent les gouvernements en matière de climat et de santé. Il est temps d'agir et de réfléchir ensemble à un autre monde possible, de se concerter en construisant une véritable alternative, à l'échelle locale en particulier,

à la manière des gilets jaunes afin de reconsidérer entièrement nos pratiques et de réinterroger nos références traditionnelles. Il est temps de lire les nombreux ouvrages qui depuis des lustres nous éclairent sur tout ce qui menace la planète et de reprendre les contre-projets de réformes dans l'éducation nationale, les hôpitaux, d'imaginer d'autres formes de production de repenser entièrement la subsistance et le bien vivre de chacune et de tous au quotidien...

Il est temps enfin d'écouter tous ceux et celles qui depuis des années montrent l'exemple, d'une vie différente, d'une société sans domination. Des initiatives collectives existent de par le monde, « petites » inventions méprisées jusqu'ici par les « grands » décideurs. Dans tous les continents des associations sont en plein essor, les voies d'une autre forme d'économie coopératives sont explorées; l'heure est à l'essor de ces expériences. Contre les positions de surplomb, il importe de rassembler, de discuter, de synthétiser tous ses efforts qui contribuent à construire le monde d'après-demain et à ne pas se morfondre dans la contemplation du naufrage de celui d'hier. La croyance en une technologie mythifiée a conduit à l'homme falsifié.

Le retour d'une vie réellement humaine est possible à condition de rompre avec l'individualisme en réhabilitant la solidarité comme la fraternité. Résistons non pas individuellement mais collectivement par l'entraide et la réflexion à plusieurs, en particulier dans cette période de confinement. ■

MICHÈLE RIOT-SARCEY, JEAN-LOUIS LAVILLE*

Cette tribune de Michèle Riot-Sarcey et Jean-Louis Laville a été publiée dans *Libération* le 17 mars 2020.

* Auteur-es du *Réveil de l'utopie*, éditions de l'Atelier, 2020.

ENTRE LES DEUX IL N'Y A RIEN ?

JETER DES PONTS CONCRETS

ENTRE AUJOURD'HUI ET DEMAIN

CE TEXTE EST NÉ D'UN ENTHOUSIASME, D'UN ESPOIR ET D'UNE FRUSTRATION. ENTHOUSIASME DEVANT LE FOISONNEMENT DES SOLIDARITÉS. ESPOIR DEVANT TANT D'AFFIRMATIONS QUE « RIEN NE SERA COMME AVANT ». FRUSTRATION DEVANT LE MANQUE DE MAILLONS ENTRE L'URGENCE ET LE « MONDE D'APRÈS ». CONTRIBUTION À UNE TRÈS VASTE DISCUSSION COLLECTIVE DONT NOUS AVONS VRAIMENT BESOIN. DANS SON RÉCIT PLEIN D'ESPOIR, DE FORCE ET DE RAGE

Entre les deux il n'y a rien, l'écrivain Mathieu Riboulet évoquait celles et ceux qui « posent leurs intelligences, leurs cœurs et leurs corps au milieu du chemin pour que le cours des choses dévie¹. » Que le cours des choses dévie: plus que jamais, nous en éprouvons aujourd'hui non seulement l'envie, mais la nécessité. Cet incroyable temps en suspens met en crise les certitudes les plus établies et les préceptes les plus chevillés. C'est un moment historique, au point que certains le perçoivent comme le vrai début du siècle². Printemps 20: un tournant du temps. Qu'en ferons-nous, collectivement ?

D'ores et déjà une foisonnante intelligence en acte se déploie. Les luttes ne cessent pas. On l'a vu dès les premiers exercices des droits de retrait, les grèves, les propositions d'actions, la vaste collecte de témoignages pour documenter la situation et fédérer la défense des droits. Le confinement n'est pas un écrasement et les injonctions à l'« union sacrée » ne dupent pas. Le « Circulez y a rien à voir » ne sera jamais de saison, pas plus que les assignations: à approuver, se taire, s'aligner. Nos capacités critiques sont intactes, comme notre force de riposte.

Deux pôles se forment dans cette ébullition, qui ne sont pas sans lien. D'abord, il y a les plans d'urgence, les appels dont l'importance est immense sur ce dont nous

avons besoin sans attendre, ici et maintenant: pour les services publics de la santé et du soin, contre les attaques faites au droit du travail, contre les violences exacerbées, policières et sécuritaires, en solidarité active avec les personnes les plus touchées. Et puis il y a les élaborations fécondes, puissantes, fortes de leur savoir et de leurs savoir-faire, sur ce que pourrait être « le monde d'après ». Face à un capitalisme destructeur et mortifère, face aux inégalités vertigineuses que la crise sanitaire révèle à plein degré, comment ne pas aspirer à une société qui en serait débarrassée ? Car quels que soient nos mots d'ordre et nos slogans, dans le capitalisme nos vies vaudront toujours moins que leurs profits.

RIEN D'« EXTRÊME »

La démonstration en est faite à la puissance vingt ou cent ces derniers temps. Et nous avons toute légitimité à récuser le cortège d'épithètes qui vient à la tête de qui a peu d'arguments: « lunaire » ou « extrême », c'est selon. Nous ne sommes ni l'un ni l'autre. Extrême, quoi de plus extrême que ce que nous vivons ? Quoi de plus extrême que cette violence au nom d'impératifs économiques et de compétition ? Que ces mensonges d'État ? Que le cynisme morbide d'un préfet Lallement ? Que la privation d'eau pour les migrant-es contraint-es de boire l'eau d'un canal, dans notre capitale ? Que des personnes laissées sans soin parce qu'elles ont plus de 70 ans ? Que des stocks d'armes à foison, par contraste avec les stocks de masques ? Que ces dépenses militaires – les 46 milliards du Rafale représentent quarante ans de salaire pour 46 000 infirmières³ ? Que ces trains de banlieue bondés en pleine épidémie, parce que des milliers et des milliers de personnes sont contraintes d'aller travailler, sans la moindre protection et sans considération de leur santé, souvent

1. Mathieu Riboulet, *Entre les deux il n'y a rien*, Lagrasse, Verdier, 2015, p. 29.

2. « Les historiens considèrent volontiers que le XX^e siècle débute en 1914. Sans doute expliquera-t-on demain que le XXI^e siècle a commencé en 2020, avec l'entrée en scène du SARS-CoV-2. » (Jérôme Baschet, « Le XXI^e siècle a commencé en 2020, avec l'entrée en scène du Covid-19 », *Le Monde*, 2 avril 2020.



CC BY-NC-SA / NON DISPONIBLES

pour des productions sans rapport avec les exigences vitales? Que ces dividendes par milliards distribués aux grands actionnaires – parmi lesquels tant de fonds de pension – quand nous manquons de l'élémentaire⁴? Que cette bataille d'États-voyous qui se volent leurs cargaisons de masques – et viendront ensuite invoquer leur Union européenne⁵... Quand des gens meurent à petit feu dans des camps, femmes, hommes et enfants, ou périssent pour cause de frontières, ou bien encore noyé-es dans nos mers? « Lunaire »? Ce qui est lunaire, c'est de penser que cette organisation des rapports sociaux, de la production, de la consommation, des atteintes mortelles faites à la terre et au vivant, pourrait n'avoir pas de fin. Lunaire, de croire que tout cela serait inévitable, inéluctable, aussi évident que l'air respiré – de plus en plus infecté. Que tout ceci, donc, pourrait n'avoir pas de fin, sinon celle de notre destruction.

Mais entre les deux? Entre aujourd'hui et demain? Entre les deux il ne saurait y avoir rien. Tant de collectifs, d'associations, de syndicats, d'organisations politiques, et tout simplement tant de celles et ceux qui agissent au présent réfléchissent à l'urgence et au jour d'après. Restent un manque – et une frustration. À quelles conditions concrètes, sociales et politiques, pourraient être réalisées ces revendications et ces aspirations? Quels sont les ponts à jeter entre nos exigences de l'urgence et le monde que nous voulons? Souvent il n'en est rien dit, rien pensé ni imaginé. Le mot est peut-être imposant, mais lançons-le: il nous faut nous emparer de questions stratégiques. Elles n'auront pas de réponses toutes faites, clés en mains ou recettes. Mais sans elles, le jour d'après n'aura pas lieu; il restera abstrait, espéré, désiré. Surtout qu'en face – car c'est vrai Monsieur Lallement, « nous ne sommes pas du même camp » –, la stratégie est bien établie; elle est

féroce, implacable et redoutable. Or, nous avons perdu la familiarité de ces enjeux, comme s'ils nous inquiétaient ou nous paralysaient. On les trouvait d'abondance à diverses époques fertiles en espérances réelles pour un futur émancipé, et par exemple dans les « années 1968 ». Mais pendant des décennies on nous a dit et répété qu'il n'y avait non seulement pas d'alternative, mais plus guère d'espoirs à avoir. C'était ce monde-là et rien d'autre, tel qu'il va et ne va pas – « c'est comme ça ». Cette imposition, qui a tant détruit sur son passage, a aussi en partie abîmé notre capacité créatrice en matière de stratégie.

3. Le programme du Rafale a coûté 46 milliards d'euros aux contribuables (<https://omnirole-rafale.com/le-rafale-en-chiffres/>). Cela correspond au salaire chargé de 46 000 infirmier-es pendant 40 ans. Les armes thermonucléaires coûtent 4,7 milliards d'euros chaque année. Cela correspond à 100 000 lits en soins intensifs + 10 000 ventilateurs + 20 000 infirmier-es + 10 000 médecins pendant un an. Je dois ces précisions à Mathias Delori, que je remercie.

4. Le 30 mars, Gérald Darmanin en appelle à nos dons pour soutenir les entreprises. Le 1^{er} avril, Total distribue 1,8 milliard d'euros à ses actionnaires (dont beaucoup de fonds de pension).

5. « Incapables de produire des masques en nombre suffisant en pleine pandémie de coronavirus, les États se livrent à une guerre sans merci pour récupérer ces précieux sésames [...] La compétition pour l'achat de masques contre le virus est sans pitié. [...] La France a saisi le 5 mars dernier sur son territoire des masques appartenant à la société suédoise Mölnlycke, qui étaient destinés à l'Espagne et l'Italie. » (AFP, « Coups bas, escroqueries, guerre sans pitié... Quand le besoin vital de masques vire à l'anarchie entre États », 3 avril 2020)

14 - DOSSIER PRENDRE LA MAIN

Stratégie: prenons ce mot sans grandiloquence⁶, comme les manières concrètes de nous réapproprier, là où nous sommes, des formes de décisions sociales et politiques qui sont autant de coups portés dans la cuirasse du système, autant de mises en cause de sa fausse évidence – et de sa violence. S'il est vrai qu'«il est de la nature des déclarations de principe de rester muettes quant aux conditions de réalisation des principes⁷», il nous faut pourtant, collectivement, dans le mouvement le plus vaste qui soit, réfléchir à ces conditions et leurs premières mises en pratique. Pour cela, des alliances sont nécessaires. Nos forces sont si belles puisées aux luttes d'entreprises, engagements féministes, combats pour l'émancipation des sexualités, mouvements antiracistes, soulèvements écologistes... La crise terrible que nous vivons, pour qu'elle nous soit salutaire, exige des unes et des autres, organisations de toutes sortes, qu'elles modifient leurs pratiques, acceptent de dépasser les divergences, de jeter les clivages par-dessus les moulins et travaillent ensemble pour «changer de base». Et ce d'autant plus face à la crise économique qui vient, d'une violence sans précédent si nous ne combattons pas frontalement ses fondements: saurons-nous ne pas la payer? Tout événement historique métamorphose les consciences, par un effet d'accélération souvent fascinant. Si nous sommes d'accord pour dire que «rien ne sera plus comme avant», alors nous non plus, nous ne pourrons plus être comme avant: partis et formations politiques attendant patiemment les prochaines échéances électorales pour se présenter à l'identique, comme si de rien n'était et comme si rien n'avait changé; collectifs menant un travail de terrain formidable, mais chacun dans son couloir; certains ne voyant que «par le bas»; d'autres ne jurant que dans l'État. Il nous faut faire front commun et s'entendre sur ce qui pourrait, justement, faire commun.

Comment? Aucun texte évidemment, jamais, n'apportera de réponse à une telle question. Tout l'enjeu est déjà de se sentir légitimes à la soulever. Des expérimentations,

hier et aujourd'hui, ont creusé des brèches essentielles qui donnent de quoi avancer. Elles articulent l'auto-organisation et l'enjeu du pouvoir. Car il faut bien le poser. Si nos solidarités sont foisonnantes, aujourd'hui en particulier, dans nos immeubles, dans nos communes, dans nos quartiers, là où l'on est, elles ne suffiront jamais tant qu'on n'aura pas affronté ce système délétère. Pour exemple, grâce à des réseaux d'entraide, des sans-logis et des migrant-es sont relogé-es dans des appartements laissés vacants, avec l'accord de leurs locataires ou de leurs propriétaires. Mais pour combien de temps? Et avec quelle pression épuisante, comme un rocher de Sisyphé qui menace sans cesse de nous écraser? Alors, s'il nous faut à toute force exalter ces solidarités parce qu'elles nous donnent une belle idée de ce que serait et sera le monde d'après, nous ne pouvons en rester là.

MOINS D'AUTOS, PLUS D'AUTO

Osera-t-on ceci: il faut moins d'autos et bien plus d'auto: la mise en pratique de contre-conduites puisées au refus de la passivité et à l'auto-organisation, une manière de s'habituer à prendre ses affaires en mains. Nous vivons généralement une double dépossession: des conditions de notre travail, sur le plan socio-économique, et de la décision démocratique, sur le plan politique. Sur ces deux plans et de manière imbriquée, il nous faut poser les conditions de la réappropriation. C'est aussi une façon de briser la scission entre le politique et l'économie. Expérimenter les assemblées générales, les comités de grève élus, les comités d'action et de base, c'est tracer un profond sillon démocratique. D'autres expériences vont encore dans ce sens, celui d'une réappropriation ordinaire pensée dans sa quotidienneté: autoréductions dans les supermarchés, réquisitions de logements vacants, refus collectifs de loyers trop élevés, actions directes dans les transports avec jonction entre les travailleur-ses du secteur et les usager-es, formation de comités d'action populaire, collectifs de grands ensembles, de quartiers et de localités... Autant de refus opposés à la passivité, façons de partager des savoirs et des savoir-faire, manières de ne pas s'abandonner aux seuls spécialistes et experts. Un avocat vient de lancer un référé pour faire interdire la distribution des dividendes aux actionnaires, en déployant une solide argumentation juridique mais aussi, bien sûr, politique⁸. C'est une brèche, là encore: une manière de fragiliser le système en refusant d'y adhérer, en dévoilant son fonctionnement, en rendant tangible et concrète la possibilité de faire autrement.

Nous l'entendons plus que jamais, il faut repenser le travail de manière radicale – à la racine – quant à ses formes, son sens et son utilité sociale. Le repenser à la fois dans ce qu'il a de réjouissant et de créateur hors du rapport salarial contraint et aliénant, et de destructeur dans tant d'existences (maladies professionnelles, souffrances au travail, jusqu'aux suicides sur le lieu même de cette souffrance) mais aussi pour l'environnement⁹. Le repenser en faisant accepter ce qui devrait pourtant être une évidence: il nous faut travailler beaucoup moins pour faire bien autre chose de nos existences, pour leur réserver

6. La stratégie peut être vue comme non «pas d'abord par l'invention ex nihilo d'un contenu neuf, mais avant tout par un nouveau rapport au savoir existant, visant à sa réappropriation individuelle et collective», la «réinvention patiente et offensive des médiations et transitions nécessaires à la sortie politique du capitalisme». (Isabelle Garo, *Communisme et stratégie*, Paris, Éditions Amsterdam, 2019, p. 281 et 14).

7. Frédéric Lordon, «Orientations», *Le Monde diplomatique*, «La pompe à phynance», 7 avril 2020 <https://blog.mondediplo.net/orientations>

8. Il s'agit de Christophe Lèguevaques, avocat au Barreau de Paris.

9. «En temps normal, et depuis longtemps déjà, notre civilisation a transformé le travail, qui pourrait être une activité secondaire plus ou moins joyeuse, en une névrose collective dont les taux de toxicité (du point de vue de la santé psychique, de l'utilité sociale, de la destruction des métiers, des conséquences écologiques) n'ont cessé de croître depuis des décennies.» (Quentin Hardy, «Coronavirus: un saut de l'ange existentiel et politique», *Terrestres*, 31 mars 2020 <https://www.terrestres.org/2020/03/31/coronavirus-un-saut-de-lange-existentiel-et-politique/>).



bien d'autres réjouissances, et tout simplement pour des raisons d'équité et de partage. Diminuer considérablement le temps de travail permet de libérer un autre temps, différent, voué à tous les épanouissements; il offre aussi de dissocier le droit à un revenu suffisant et l'occupation permanente et stable d'un emploi; il suppose enfin de refuser la soumission de nos vies aux impératifs de la rentabilité du capital et de la compétitivité. « Le temps de travail [peut cesser] d'être le temps social dominant »¹⁰.

Mais comment repenserons-nous le travail¹¹? Par des comités d'action et de décision dans les services publics et dans les entreprises, par celles et ceux qui travaillent et produisent. À l'hôpital, c'est le personnel soignant qui doit pouvoir décider, et non des directrices et directeurs d'hôpitaux recruté-es pour leur profil de managers. Mais c'est valable dans chaque secteur. L'autogestion n'est pas réservée au passé. On peut imaginer des commissions chargées d'étudier la formation, la définition des postes, les méthodes de travail, le budget, ce qu'il faut produire ou non, ce qui est utile ou non... On peut aussi concevoir des associations de producteurs-consommateurs¹². Et bien sûr des circuits courts pour redonner pleine place au vivant. Il est bien des étapes intermédiaires qui peuvent familiariser avec le droit de regard et le droit de décider. Exiger l'ouverture des livres de comptes et la fin du secret bancaire est le moyen de révéler et contester la formation des profits et l'absurdité des dividendes aussi vertigineux qu'insensés. Imaginer un droit de veto sur les cadences et les licenciements, c'est concevoir un pouvoir embryonnaire face au commandement jusque-là inaltéré des employeurs. Dans tous les cas, il faut pouvoir se réapproprier la capacité à agir par nous-mêmes. La démocratie véritable, la démocratie vraie peut se concevoir comme une participation active et créative, sans pouvoir

« extérieur ». « La démocratie, en ce sens à la fois politique et social, est le pouvoir des gouvernés qui se découvrent collectivement gouvernés, et qui dans cette découverte refusent ensemble l'assujettissement¹³. »

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

ET NOUVEAUX ÉTATS GÉNÉRAUX ?

Il y a des questions à poser en pleine sincérité aux organisations de gauche, en particulier à toutes celles et tous ceux qui y engagent leur temps et leurs espoirs. C'est le cas notamment de La France insoumise. Évidemment c'est la force de gauche incontournable dans le paysage électoral et on ne saurait balayer ce cadre d'un revers de main, au risque de l'irréalisme, mais à condition d'imbriquer ce cadre-là dans d'autres cercles bien plus vastes. Les onze mesures d'urgence avancées par LFI sont pour beaucoup justes et importantes dans les circonstances. C'est vrai, « le salut commun doit l'emporter sur la loi du marché¹⁴ ».

On ne discutera pas ici du détail¹⁵ mais bien plutôt des moyens. Comment se mettront en œuvre ces mesures d'urgence? Et qui le fera? LFI ne le dit pas, et ne dit pas non plus qu'il faut attendre 2022. Mais la question est posée. 2022, d'accord, ne le négligeons pas puisque des millions de personnes s'y reconnaissent. LFI met en cause, à juste raison, les institutions de la Cinquième République. De fait, ces institutions écornent la démocratie. Elles permettent de concentrer le pouvoir entre les mains d'un seul homme. Elles réduisent le parlement à une fonction de croupion. Et, on le voit avec Emmanuel Macron, elles permettent qu'un président terriblement mal élu puisse appliquer une politique destructrice des conquies sociaux à la manière d'un rouleau compresseur. Mais alors, faut-il qu'un autre homme seul se présente à ces élections? Faisons-nous, collectivement, des propositions différentes, alternatives, à la mesure de ce qu'exige la crise?

10. André Gorz, *Misères du présent. Richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997, p. 123-124 et 151.

11. Cf. Bernard Friot, *Le travail, enjeu des retraites*, Paris, La Dispute, 2019; Alexis Cukier, *Le travail démocratique*, Paris, PUF, 2018.

12. Razmig Keucheyan, « La sobriété ne peut s'organiser que collectivement », entretien avec Fabien Escalona, Mediapart, 28 mars 2020. <https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/280320/razmig-keucheyan-la-sobriete-ne-peut-s-organiser-que-collectivement>
Cf. Razmig Keucheyan, *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, Paris, La Découverte, Zones, 2019.

13. Samuel Hayat, *Démocratie*, Paris, Anamosa, 2020, p. 74.

14. <https://lafranceinsoumise.fr/2020/03/20/coronavirus-11-mesures-durgence/>

15. Il semble néanmoins nécessaire d'échanger sur ces propositions. L'une d'elles, le « versement d'une prime exceptionnelle pour les travailleurs des services essentiels (santé, alimentaire, logistique, etc.) », néglige le problème intrinsèque à toute prime, par contraste avec des augmentations substantielles de salaires.

16 - DOSSIER REPRENDRE LA MAIN

Voilà ce qu'on pourrait imaginer : qu'importent les institutions de la Cinquième République et leur personnalisation autour d'un supposé homme providentiel. Si des forces de gauche proclament qu'elles veulent rompre avec ces institutions, alors qu'elles le fassent en brisant aussi avec ce qu'exigent ces élections présidentielles conduisant au choix entre peste et choléra. Présentons une candidature collective, avec des figures connues ou non des organisations politiques et du mouvement social. On nous rétorquera que la Constitution l'interdit ? Qu'à cela ne tienne. Au jour où il faudra selon le calendrier électoral donner un nom et une identité, on tirera au sort. Car au fond qu'importe la personne, puisque porter cette force au pouvoir, c'est aller immédiatement vers la dissolution de ces institutions et la convocation d'une assemblée constituante, en lien étroit avec le mouvement et les luttes sociales. Pour cette assemblée convoquée à la manière de nouveaux États généraux, nos cahiers de doléances seront des cahiers d'espérances. Ça paraît irréel ? Pas vraiment : plutôt cohérent et conséquent. Il nous faut de toute façon trouver des chemins stratégiques qui soient à la hauteur de la situation – de sa violence, de sa gravité, mais aussi des espoirs qu'elle porte.

De fait, parmi les questions majeures figure celle du rapport de forces décisif à instaurer face au pouvoir d'État. En bien des moments historiques, l'enjeu d'un contre-pouvoir s'est posé, qui puisse déboucher sur une situation de double pouvoir. Ce contre-pouvoir pourrait être la fédération des forces auto-organisées localement, une manière tout à la fois de sortir les expériences locales de leur isolement et de forger une vaste force qui pose concrètement la question d'un pouvoir commun et émancipateur.

LIEUX COMMUNS, LIEUX DU COMMUN

En 2005, lors du débat sur le Traité constitutionnel européen, nous avons fait vivre une démocratie de quartier. Des comités de discussion et d'action se sont créés. Nous avons rendu active cette formidable intelligence collective qui permet d'examiner ce qui nous est proposé comme une évidence incontestée, d'élaborer une puissante contre-expertise et de nous organiser. Reproduisons ces expériences à large échelle, dans nos communes, dans nos quartiers, comme les mouvements des places occupées en ont fait la démonstration. La démocratie est bel et bien là, les lieux communs aussi, lorsque précisément nous les rendons vraiment communs.

Avec les occupations de places, les zones à défendre, Nuit debout, le soulèvement des gilets jaunes, les assemblées de lutte et de grève, le politique se déplace dans d'autres espaces que les lieux de pouvoir, des espaces d'autonomie où il s'agit de débattre et décider. La démocratie y est repensée. Le Référendum d'initiative citoyenne (RIC) est ainsi âprement discuté. Pour certaines et certains, c'est un moyen de se réapproprier la démocratie. Pour d'autres, ce pourrait tout autant être un leurre : le référendum a des origines bonapartistes, il peut servir un gouvernement autoritaire qui saurait faire preuve d'une propagande massive pour

en détourner le principe. Quoi qu'il en soit, une réflexion se dessine pour démocratiser la démocratie, la revivifier, lui rendre substance et consistance là où elle est tant abîmée. C'est tout l'enjeu des assemblées populaires et des appels concrets à les généraliser en les fédérant, depuis Commercy, Saint-Nazaire, Montceau-les-Mines et Montpellier avec les « assemblées des assemblées », jusqu'à la Commune des communes organisée en janvier 2020 à Commercy. Il s'agit là de reprendre confiance en sa force démocratique, en l'intelligence collective aussi, porteuse de capacité créatrice et émancipatrice, par un « autogouvernement des gens ordinaires¹⁶ ».

Dans un contexte où l'État se fait de plus en plus policier, où la « possibilité du fascisme¹⁷ » devient une hypothèse politique plausible, on ne peut plus continuer comme avant, notamment en termes électoraux. Il y a un niveau d'abstention impressionnant qui ne signifie pas du tout une dépolitisation mais souvent des convictions et un engagement déplacés, mis ailleurs. Dans ce cadre, le communalisme fondé sur des assemblées populaires décisionnaires est une voie essentielle : décider là où on est. Mais ce n'est évidemment pas suffisant : des communes libres ne permettront pas en elles-mêmes de modifier les rapports sociaux, et notamment les rapports de production, dans leur structure même. Il faut donc des projets plus vastes, qui rompent avec l'organisation capitaliste de la vie en tant que rapport de propriété et d'exploitation.

ADIEUX AU CAPITALISME

Le capitalisme est parvenu à faire de presque tout un marché¹⁸. C'est sa logique et son principe. Car sa capacité à faire du monde une « immense accumulation de marchandises » est aussi puissante que redoutable, aussi impressionnante qu'implacable. C'est la matrice maximisatrice d'un profit incessamment recherché jusqu'à épuisement total – des ressources et du travail, de la planète et de nos vies. Le capital procède par captations, promoteur d'un monde où toute valeur d'usage peut être happée par une valeur d'échange désaccordée, vissée à l'obsession du chiffre et de la compétition, au management par objectifs et à la performance évaluée. Il alimente l'évolution en apparence inéluctable où nos existences et ce qui en fait la saveur pourraient être tout entières placées dans un rapport marchand, sous l'égide d'un calcul économique. En cela, le capital n'a aucune valeur, entendue ici au sens d'un principe moral – une éthique d'existence. Il nourrit la dépossession.

Il faut se le rappeler, cependant : non seulement, évidemment, le capitalisme n'est pas de tout temps, mais

16. Jérôme Baschet, *Une juste colère. Interrompre la destruction du monde*, Paris, Éditions Divergences, 2019, p. 14.

17. Ugo Palheta, *La Possibilité du fascisme. France, la trajectoire du désastre*, Paris, La Découverte, 2018.

18. Je reprends ici quelques éléments proposés dans *Révolution*, Paris, Anamosa, 2019.



CC JEANNE MEVIOULET

il aura un jour fait son temps. C'est ce que la péremptoire affirmation du TINA¹⁹ entend faire taire. L'économie, en soi, n'est rien moins qu'une organisation de la production et un partage des richesses historiquement déterminés. Si le capital est une puissance dont la souche est le profit tiré du travail et son acharnement à le soumettre, il est situé. En cela, il est fort mais fragile, si tant est qu'on veuille bien le considérer comme tel : localisé dans le temps, quand bien même il puiserait sa solidité à vouloir le faire oublier.

Même si le néolibéralisme continue d'être combattu en étant souvent déconnecté de son ancrage dans un capitalisme dont il pousse la logique jusqu'au bout, l'imbrication d'une opposition antilibérale dans une opposition anticapitaliste plus radicale est en train de se faire, comme le suggère Jacques Rancière : « nous sommes parvenus au terme d'une grande offensive, que certains appellent néolibérale, et que je nommerais plutôt l'offensive du capitalisme absolu, qui tend à la privatisation absolue de tous les rapports sociaux et à la destruction des espaces collectifs où deux mondes s'affrontaient »²⁰. Il ne faut pas être Jacques Rancière pour le penser. Selon un sondage réalisé il y a quelques années, 26 % des personnes interrogées estimaient « que le capitalisme fonctionne mal et qu'il faut l'abandonner » ; 54 % jugeaient « qu'il fonctionne mal mais qu'il faut le conserver parce qu'il n'y a pas d'alternative »²¹. On aimerait savoir ce qu'il en est aujourd'hui. À présent que l'on en apprend chaque jour : « La destruction progressive des systèmes de santé publique et des stocks stratégiques de masques répondent à une rationalité : celle du capitalisme. On ne fait pas de stock, cela coûte cher sans générer de profits immédiats ; cela immobilise du capital²². » Il y a deux ans à peine, un rapport mené sous l'égide de l'OMS alertait sur le danger d'une telle pandémie, décrivant rigoureusement ce qui nous arrive aujourd'hui. Aucun compte n'en a été tenu.

« Pourquoi ? Il y a d'abord la croyance aveugle dans les capacités du marché. S'y rajoute ensuite l'insouciance à l'égard des conséquences sociales. Enfin, parce l'ordre politique en place doit d'abord servir les intérêts de l'oligarchie financière. »²³

En adressant ses « adieux au capitalisme », Jérôme Baschet retrace l'expérience zapatiste dont il est familier. Il définit le capitalisme comme une organisation sociale – et non pas seulement comme un système économique – à la « redoutable plasticité », capable d'intégrer toutes les contestations. C'est bien pourquoi il faut lui rétorquer par des formes d'existence absolument différentes, qui lui échapperaient. Cette expérience pratique existe dans les zones zapatistes du Chiapas au Mexique, sans qu'elle soit vue là comme un schéma à appliquer voire à plaquer. Des formes non étatiques de gouvernement y sont proposées dans les communes autonomes, sur la base d'une rotation rapide de mandats révocables à tout moment et d'un rejet de toute spécialisation/professionnalisation des

19. There Is No Alternative.

20. Jacques Rancière, « La transformation d'une jeunesse en deuil en une jeunesse en lutte », entretien mené par Joseph Confavreux pour Mediapart, 30 avril 2016 <https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/300416/jacques-ranciere-la-transformation-d-une-jeunesse-en-deuil-en-jeunesse-en-lutte?onglet=full>

21. Cité in Benoît Borriss, *Au-delà de la propriété. Pour une économie des communs*, Paris, La Découverte, 2018, p. 15.

22. Pierre Bronstein, « Pour que rien ne soit plus comme avant », Contretemps, 4 avril 2020, <https://www.contretemps.eu/covid19-sortir-capitalisme/>

23. Stephen Bouquin, « Une tempête parfaite. Covid-19 et crise du capitalisme », Contretemps, 30 mars 2020, <https://www.contretemps.eu/tempete-parfaite-covid19/>



CC BY-SA / NON DISPONIBLES

tâches politiques – vues davantage comme des charges (cargos), des services rendus –, dans la perspective d'un autogouvernement. Le pouvoir, dans ces conditions, devient à son tour obéissant: s'y abolit la séparation entre «gouvernés» et «gouvernants». Le principe est alors celui d'une dignité partagée, dans un monde non pas compétitif mais coopératif. La connaissance de sociétés non capitalistes peut inspirer des projets, sans être considérées comme des modèles. L'«âge du faire» remplacerait le travail, nous mettrions nos savoirs en commun et les choix seraient arrêtés collectivement. Nos pratiques seraient moins spécialisées, nous nous sentirions moins amputés à n'être que ceci ou cela, philosophe ou ébéniste, artiste ou charpentier, éboueur ou journaliste, dans le clivage cinglant du manuel et de l'intellectuel qui en réalité nous dépossède. Outre les gadgets de plastique qui envahissent nos vies ordinaires, tant de choses deviendraient inutiles une fois la logique marchande extirpée: armement, banques, finance, assurances, marketing et publicité²⁴. Ce seraient de nouvelles façons de s'interroger sur ce qui est parasite dans ce monde-ci, quand on y réfléchit. Une manière aussi d'établir et de restaurer la gratuité, là où elle apparaît encore comme un rêve aberrant – et pourtant... Pour exemple, la gratuité des transports publics, outre la justice sociale et écologique qu'elle érigerait en principes intangibles, ferait disparaître des dispositifs de contrôle coûteux autant qu'humiliants.

24. Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, Paris, La Découverte, 2014, notamment p. 9 et 13, 53, 57-58, 63, 72, 95-96.

25. Pierre Dardot et Christian Laval, *Communs. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014.

26. Je remercie tout particulièrement Daniel Blondet, Benoît Borrits, Yves Cohen, Mathias Delori, Stéphane Lavignotte, Laurent Lévy, Camille Louis, Ugo Palheta et Michel Seigneuret pour leur lecture d'une première version et pour leurs suggestions.

Le thème du «commun», des «communs», apparaît central dans ces réflexions renouvelées, pour partie inspirées des notes de Marx en 1844: «Supposons que nous produisions comme des êtres humains: chacun de nous s'affirmerait doublement dans sa production, soi-même et l'autre... J'aurais dans mes manifestations individuelles la joie de créer la manifestation de la vie, c'est-à-dire de réaliser et d'affirmer dans mon activité individuelle ma vraie nature, mon être-commun. Nos productions seraient autant de miroirs où nos êtres rayonneraient l'un vers l'autre». Les communs – communs – sont certes des ressources et des biens, parmi lesquels des ressources naturelles menacées par la crise écologique; mais ils renvoient tout autant à une façon de s'occuper de ces biens. Les communs ne sont pas forcément ou pas seulement des choses, des objets ou des biens: plutôt et tout autant des actions collectives et des formes de vie – des relations sociales fondées sur le partage et la coproduction. Les communs constituent moins un donné qu'une intelligence collective en acte²⁵.

Ces espoirs portent en eux des volontés de solidarité, d'association et de coopération. Ils aspirent à une vie bonne, juste, humaine – sans négliger sa beauté et le plaisir qu'elle inspire. Ils changent les critères de référence: non plus le marché mais le partage, non plus la concurrence mais la solidarité, non plus la publicité mais l'art par et pour chacun, non plus la compétition mais le commun. Tout cela n'a rien de lunaire ni d'extrême. Et nous avons pleine légitimité à le dire, à le tenter, à l'organiser: plus que jamais. Bien sûr, nous ne savons pas dans quelle mesure cela «prendra». Mais le temps présent requiert absolument que nous le mettions au débat²⁶. ■

LUDIVINE BANTIGNY

Cet article a été également publié dans la revue *Contretemps*, sur le blog Médiapart.

Une version courte est parue dans *Le Monde* du jeudi 16 avril 2020.

LE CONFINEMENT NE PROTÈGE PAS DU CAPITALISME



CC PERSONNEL SOIGNANT EN LUTTE/ACTA.ZONE

Je ne prétends pas englober tous les aspects de la crise mondiale en cours. Cela, pour trois raisons.

Par manque de compétences, notamment sur les aspects médicaux; des éclairages sont proposés par d'autres, pertinents en ce domaine, mieux vaut s'y reporter. Accessoirement, on notera que cette retenue volontaire à propos des avis médicaux n'est pas contradictoire avec une volonté autogestionnaire persistante, même en temps de confinement. L'autogestion ne signifie pas que tout le monde sait tout sur tout, que tout le monde fait tout, que tout le monde doit s'intéresser à tout; mais que rien n'est confisqué par quiconque et que tout se complète, que tout doit coopérer et qu'il faut construire ensemble. Donc tous et toutes sont égaux socialement, à tous points de vue.

Par choix, pour ce qui est des analyses et des perspectives politiques. La période en facilite l'éclosion. Là aussi, notre choix éditorial est de permettre de retrouver certaines d'entre elles. Mais la situation est paradoxale: nous recevons un très grand nombre de textes et d'appels; l'ébullition intellectuelle collective est une bonne chose. Mais, justement, est-elle vraiment collective cette ébullition? N'est-elle pas le fait d'une minorité? Situation habituelle, pourrait-on dire... À la différence qu'en temps de non-confinement, une partie de celles et ceux qui produisent de telles analyses le font dans des cadres collectifs, après des échanges, des controverses, des remises en cause, des enrichissements mutuels; les innombrables conférences téléphoniques ne remplacent pas cela. Pour le dire clairement, ce qui manque à nombre de ces contributions, c'est que bien souvent elles ne sont pas liées à l'activité sociale et ne donnent guère d'indications pour la lutte concrète, aujourd'hui comme pour le « jour d'après ». Bien sûr, c'est un problème qui ne se limite pas au temps de confinement, mais le contexte renforce cela. En effet, qui, mieux que celles et ceux qui

travaillent ensemble, doit définir dans quelles conditions et avec quels moyens la sécurité est vraiment assurée? Qui, mieux qu'elles et eux, sait comment organiser le travail?

Nous savons les enjeux mondiaux que soulèvent la pandémie et la crise mondiale majeure globale qu'elle a déclenchée. Essayons de mettre en pratique l'internationalisme dont nous nous réclamons. Indéniablement, la crise mondiale s'y prête. La portée de notre internationalisme, dans le contexte actuel, est directement liée à nos pratiques. Et donc à leurs limites. Mais, à travers le monde, comme le montre notre « éphéméride sociale », pourtant partielle dans le livre en édition permanente que nous publions depuis le 30 mars, les mouvements populaires, les mouvements sociaux et le mouvement syndical proposent et dessinent une autre politique.

DES INÉGALITÉS PARTIES PRENANTES

DU CAPITALISME

Ce n'est pas le capitalisme qui a inventé le coronavirus. Mais il est responsable de sa propagation planétaire et du désastre humain qui l'accompagne. Inutile de dire que nous nous serions bien passé·es de cette démonstration de l'inefficacité et du danger de ce système et de ses caractéristiques: la propriété privée des moyens de production, bien sûr, mais aussi la confiscation des décisions par quelques-un·es, le rôle de l'État et des pouvoirs dits publics, la hiérarchie, les inégalités, les discriminations, la répression, etc. À partir de faits, de situations vécues et pleinement ressenties par la majorité de la population, posons des questions concrètes sur l'après; en commençant par nos revendications, nos mots d'ordre, nos slogans et nos orientations politiques.

20 - DOSSIER REPRENDRE LA MAIN

Face au désastre de la privatisation de nombre de secteurs économiques, on voit reflourir des demandes de nationalisation. Nationaliser? S'en remettre à l'État et aux pouvoirs dits publics pour gérer dans l'intérêt collectif? Est-ce vraiment une leçon de la crise actuelle?

Une chose est sûre: pas plus que le système capitaliste, la crise sanitaire ne met « tout le monde à égalité ». C'est pourtant ce qu'on veut nous faire croire, pour mieux défendre l'idée d'une unité nationale. On voit que ce n'est pas vrai, ne serait-ce qu'en constatant que telle ou telle personnalité « bénéficie » d'un dépistage qui est toujours refusé à la population; ou encore que, tandis que des SDF sont verbalisé-es pour ne pas être confiné-es dans un « chez eux » qu'on leur a retiré, le président du Medef fait tranquillement des allers-retours entre Paris et son lieu de villégiature... Petits exemples, grande réalité!

Les habitantes et habitants des quartiers les plus pauvres sont plus touché-es par la crise. Une fois de plus, on ne compte pas les cas de violences policières. Certes, la violence d'État n'a nul besoin du confinement pour s'exercer. Mais c'est une opportunité de plus pour réprimer et humilier celles et ceux qui vivent dans ces quartiers, particulièrement les non-Blancs et non-Blanches. Gazages, tabassages, LBD, etc.: on retrouve les pires moments des occupations policières lors des révoltes des quartiers populaires. Le premier rapport de l'Observatoire de l'état d'urgence sanitaire confirme ce constat:

Après quinze jours de confinement, les 2 millions d'habitants qui vivent sous couvre-feu, les 6 millions de contrôles et 359 000 procès-verbaux dressés et l'immense majorité des personnes qui ont subi des coercitions policières sont des habitant-es de quartiers populaires et des territoires colonisés, non-blancs et de condition populaire. On observe ainsi une continuité et un approfondissement des discriminations racistes, sexistes, capitalistes et autoritaires dans le confinement. Il existe un lien historique et sociologique entre les couvre-feux mis en place dans les (ex)-colonies et dans les quartiers populaires.¹

La résistance et l'entraide se sont mises en place autour de collectifs et de structures préexistant dans les quartiers. Si la dimension de classe n'y est pas forcément théorisée ni même assumée, c'est pourtant bel et bien une composante de notre classe sociale qui s'organise avec les outils dont elle dispose. Reste posée la question du lien avec l'organisation spécifique de cette classe, le syndicat. Des choses se font, beaucoup trop peu. Mais nous le savions déjà. Le trop faible nombre d'unions locales n'est pas dû au coronavirus.

1. <https://acta.zone/premier-rapport-de-lobservatoire-de-letat-durgence-sanitaire/>

2. Courrier envoyé le 23 mars 2020 par la cour d'appel de Poitiers, le tribunal judiciaire de La Roche-sur-Yon et le service d'application des peines, aux directeurs des maisons d'arrêt de La Roche-sur-Yon et de Fontenay-le-Comte, cité dans le rapport évoqué plus haut.

3. <https://acta.zone/premier-rapport-de-lobservatoire-de-letat-durgence-sanitaire/>

Les initiatives comme la suspension du paiement des loyers, soutenue par de nombreuses organisations, à l'initiative de Droit au logement (DAL), sont des points d'appui importants. Car, faut-il le rappeler, les conséquences économiques de la crise se paient plus fort et plus vite quand on ne touche que 1 219 euros par mois. Et beaucoup – notamment les femmes – sont loin de percevoir les 1 219 euros du salaire minimum de croissance (smic).

DÉTENU·ES, IMMIGRÉ·ES ET PERSONNES

ÂGÉES PAIENT LE PRIX FORT

La situation dans les prisons et dans les centres de rétention administrative (CRA) est catastrophique. Là encore, on est tenté de dire: oui, comme en temps ordinaire. Et comme en temps ordinaire, la population qu'on y trouve est ultra-majoritairement constituée de personnes des milieux populaires. Ces lieux d'enfermement sont propices à la propagation du virus. Mépris habituel dans ces zones où les droits élémentaires sont « abolis », qui se traduit par la non-prise en charge des malades ou, au mieux, une prise en charge tardive. Masques, gel et autres protections n'existent pas derrière les barreaux, où on subit en plus les conséquences de la suspension des parloirs. D'où les révoltes dans les prisons et les CRA. Quelles sont les revendications des détenu-es?

Nous voulons un dépistage au cas par cas pour chaque détenu et membre de l'administration pénitentiaire. Nous voulons que les agents pénitentiaires soient équipés de masques car ce sont eux qui rentrent et sortent de la prison. Nous voulons plus d'informations sur cette situation: cantine/parloir/sac de linge. Nous voulons du gel désinfectant et des masques pour chaque détenu.

La Cour européenne des droits de l'homme avait condamné la France pour ses conditions indignes de détention. C'était le 20 janvier, avant l'instauration de l'état d'urgence sanitaire... Répression violente, transferts de détenu-es sont les réponses de l'État. Les « récompenses » sont réservées à celles et ceux qui auront accepté de mourir en silence:

Il sera tenu compte de cette situation exceptionnelle lors de l'examen des réductions supplémentaires de peines (RSP). Il pourra être notamment envisagé d'octroyer la totalité de RSP aux détenus ayant adopté un comportement calme et respectueux durant cette période, à compter du 13 mars 2020 et jusqu'au terme de la crise.²

Autre lieu de quasi-enfermement d'une partie de la classe travailleuse: les foyers de travailleurs et travailleuses immigré-es. Ici aussi, le confinement provoque des dégâts; mais ce n'est pas cette décision le fond du problème: ce sont les conditions préexistantes. Comment parler de gestes-barrières quand on est entassés à six dans des chambres minuscules? Bien entendu, sans que soit fourni le minimum de matériel de protection – en dehors de ce que peuvent faire, de manière autogérée, les délégués des foyers, les Gilets noirs ou les Brigades de solidarité populaire. L'État n'intervient pas. Les propriétaires, oui: mais seulement pour réclamer les



MANIFESTATION CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES, 6 JANVIER 2020, PARIS.

CC JEANNE MENDOUËT

loyers! C'est une population particulièrement exposée, une partie non négligeable des résident·es sont âgé·es et, souvent, souffrent de divers problèmes de santé liés à la surexploitation subie durant des dizaines d'années.

Pour les sans-papiers, les contrôles policiers d'autorisation de sortie signifient une quasi-obligation de ne pas sortir du tout; car, outre les attestations, il faut produire une pièce d'identité...

Le rapport de l'Observatoire de l'état d'urgence sanitaire explique:

L'autodéfense sanitaire immigrée s'est, dès le début, organisée. Elle passe par l'auto-organisation, l'entraide face au virus, l'organisation de la solidarité entre les foyers, par des collectes et ravitaillements de produits empêchant le virus de se propager tout en permettant que la vie continue, ainsi que le partage d'informations traduites dans les langues à travers des textes écrits mais aussi lus et enregistrés. Ces pratiques de solidarité ne sont pas seulement de l'ordre de la survie. Elles s'inscrivent dans un objectif plus large, celui de lancer des ripostes et d'établir un rapport de force face à l'État et aux gestionnaires de foyers qui n'ont engagé aucune mesure. [...] Il s'agit alors pour les immigrés de ne pas laisser entrer le Covid-19 dans les foyers mais aussi de reprendre du pouvoir dans le foyer: l'autodéfense sanitaire se fait à la fois contre le virus, mais aussi contre l'État raciste et les gestionnaires.³

Quant aux foyers pour personnes âgées, les établissements d'hébergement pour les personnes âgées dépendantes (EHPAD), inutile de s'étendre sur la situation: on en connaît la mortalité particulièrement élevée. Il est clair que l'insuffisance de moyens, humains et matériels, dont dispose le personnel a considérablement aggravé la situation. Cela avait été expliqué, argumenté et démontré, depuis longtemps, par les organisations syndicales du secteur, ainsi

que par celles de retraité·es. N'oublions pas non plus d'attirer l'attention sur les personnes vivant dans les instituts médico-éducatifs (IME) ou dans les établissements psychiatriques. Elles aussi paient encore plus cher la pandémie.

Il en est de même pour les sans-abri, les SDF, les squatters. Marginaux? Sous-prolétariat? Qu'importe? Les travailleurs et travailleuses pauvres ne sont pas une création de la pandémie. Mais par la déstructuration sociale qu'elle crée, celle-ci amplifie des situations déjà critiques.

COLONIALISME ET CRISE SANITAIRE

Pour ce qui est des «confettis de l'empire», reportons-nous à cette récente communication du Réseau syndical international de solidarité et de luttes:

Les populations des pays encore colonisés subissent une peine supplémentaire. Dans ces régions du monde, toute l'économie est tournée vers les besoins des pays colonisateurs. Cela a des conséquences dramatiques dans la crise que nous connaissons: infrastructure, habitat, centres de soins, alimentation, structures sociales, etc., tout est largement en dessous des besoins! Se laver les mains souvent est difficile quand il n'y a pas de point d'eau. Une grande partie de la population de ces pays vit «ordinairement» dans des conditions effroyables; l'état sanitaire de beaucoup accentuera les conséquences dramatiques de la pandémie. Les gouvernements, les patrons et les riches des pays colonisateurs méprisent la population locale. Cela se traduit aussi en ces temps de crise sanitaire mondiale: le matériel de protection y est insuffisant (ou composé de matériel hors d'état), les consignes coloniales ne tiennent aucun compte des

22 - DOSSIER PRENDRE LA MAIN

réalités locales. Alors que la population y est, globalement, en moins bonne santé, c'est là que sont affectés moins de moyens.⁴

Le collectif Ni guerre ni état de guerre dénonce l'envoi de deux navires porte-hélicoptères, un vers La Réunion, l'autre vers la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane: deux navires militaires non médicalisés... Outre la claire menace d'intervention militaire en cas de révolte populaire, on notera le mépris habituel: un des deux navires est présenté comme devant répondre aux besoins de populations en se rendant à proximité «de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane»: mais il y a 1 650 kilomètres entre la Guyane et la Guadeloupe! Qui oserait annoncer l'envoi d'un navire vers les rives européennes de l'océan Atlantique en affirmant qu'il répondra aux besoins du Portugal, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne et de la Belgique? Quel sens ont les consignes de confinement lorsque les populations n'ont pas l'eau courante? C'est le cas de 30% des logements à Mayotte...

En Guadeloupe, l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe (UGTG)⁵ se bat contre les décisions que prétend imposer un État situé à 6 700 kilomètres... Les moyens pour le secteur de la santé faisaient partie des revendications lors du mouvement qui a secoué la Guyane en 2017; il y a, en tout et pour tout, dix lits en réanimation dans ce pays. À La Réunion, les masques livrés étaient moisissés. Le couvre-feu est de règle en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane et en Polynésie, et on comprend aisément les conséquences sur celles et ceux qui travaillent dans la rue, nombreuses et nombreux dans ces pays.

FEMMES ET TRAVAILLEURS INFORMELS

EN PREMIÈRE LIGNE

Le «travail informel», parlons-en. 10% des emplois, sans droits: travaux dans les maisons, réparations automobiles, baby-sitting, cours particuliers, ventes de cigarettes, de produits stupéfiants, etc. Pour des raisons diverses, mais toutes issues du contexte actuel (confinement, manque d'approvisionnement), tout ceci s'est effondré. Là encore, les milieux populaires sont plus exposés que la moyenne. Il faut aussi mentionner le travail gratuit des femmes: le confinement l'a sans doute modifié mais pas forcément diminué... mais il est gratuit! Dans le monde entier, le travail informel touche une frange bien plus importante de la population, de l'ordre de 60%. L'Organisation internationale du travail décrit la situation dans un rapport daté du 7 avril 2020:

4. Réseau syndical international de solidarité et de lutte, 1^{er} avril 2020, <http://www.laboursolidarity.org/Coronavirus-le-colonialisme-aussi>.

5. UGTG, <http://ugtg.org>

6. Organisation internationale du travail, <https://www.ilo.org/global/lang-fr/index.htm>

7. <https://acta.zone/premier-rapport-de-lobservatoire-de-letat-durgence-sanitaire/>

Environ 2 milliards de personnes travaillent dans l'économie informelle, la plupart d'entre elles dans les pays émergents et dans les pays en développement. [...] Les travailleurs de l'économie informelle ne disposent pas de la protection de base dont on bénéficie généralement dans l'économie formelle comme la couverture en matière de sécurité sociale. Ils sont également désavantagés en ce qui concerne l'accès aux services de santé et se retrouvent sans revenus de substitution s'ils arrêtent de travailler en cas de maladie. Les travailleurs informels dans les zones urbaines tendent également à exercer leurs fonctions dans des secteurs économiques dans lesquels non seulement il existe un risque élevé d'être infecté par le virus mais aussi qui sont concernés directement par les mesures de confinement. C'est le cas notamment des personnes qui recyclent les déchets, les vendeurs ambulants et les serveurs, les ouvriers du bâtiment, les employés des transports et les travailleurs domestiques. Le Covid-19 touche déjà des dizaines de millions de travailleurs informels. En Inde, au Nigeria et au Brésil, le nombre de travailleurs dans l'économie informelle affectés par des mesures de confinement et d'autres mesures de restriction est important. En Inde, avec près de 90% de la population évoluant dans l'économie informelle, ce sont environ 400 millions de travailleurs de cette même économie informelle qui risquent de s'enfoncer dans la pauvreté.⁶

Il y a urgence à comprendre et à prendre en compte cette situation du prolétariat mondial. Des organisations syndicales et associatives interviennent dans ces secteurs. C'est particulièrement difficile, mais c'est indispensable. Plus de moyens militants doivent y être consacrés. Pour en revenir à notre situation, ici, en France, cela signifie que les dimensions interprofessionnelles et internationales de nos activités doivent être renforcées.

Pour conclure

Laissons à nouveau la parole à l'Observatoire de l'état d'urgence sanitaire, qui relève une «férocité contre les classes dominées et en particulier les plus pauvres, les non-Blanc-hes, les migrant-es, les travailleur-euses illégalisé-es, les prisonnier-es, avec des conditions d'oppressions conjuguées pour les femmes dans chaque catégorie. Les conditions de vie imposées aux personnes relèvent, elles aussi, de l'écrasement voire de l'élimination. On remarque une communauté d'expériences du confinement entre tous ces secteurs du champ de bataille. Il s'agirait d'aider à construire et consolider des ponts entre chacun de ces territoires du confinement et entre toutes ces résistances. [...] On voit se révéler et surgir dans chaque secteur des formes d'auto-organisation populaires. C'est sans doute là qu'il faut fournir de la force, des moyens et construire des liens, car à l'intersection des résistances populaires, des groupes d'entraide et des brigades de solidarité pourront s'enclencher les luttes contre la société de (post)-confinement.⁷» ■

CHRISTIAN MAHIEUX, 18 AVRIL 2020

Christian Mahieux est éditeur aux éditions Syllepse, cheminot retraité, syndicaliste et membre du comité de rédaction de *Cerises la coopérative* et de la revue de l'Union syndicale Solidaires, *Les Utopiques*.

Publié le 25 avril 2020 sur le site Entre les lignes entre les mots.

LA CANAILLE

*Dans la vieille cité française
Existe une race de fer
Dont l'âme comme une fournaise
A de son feu bronzé la chair.
Tous ses fils naissent sur la paille,
Pour palais ils n'ont qu'un taudis.*

C'est la canaille, et bien j'en suis !

*Ce n'est pas le pilier du bagne,
C'est l'honnête homme dont la main
Par la plume ou le marteau
Gagne en suant son morceau de pain.
C'est le père enfin qui travaille
Des jours et quelques fois des nuits.*

C'est la canaille, et bien j'en suis !

*C'est l'artiste, c'est le bohème
Qui sans souffler rime rêveur,
Un sonnet à celle qu'il aime
Trompant l'estomac par le cœur.
C'est à crédit qu'il fait ripaille
Qu'il loge et qu'il a des habits.*

C'est la canaille, et bien j'en suis !

*C'est l'homme à la face terreuse,
Au corps maigre, à l'œil de hibou,
Au bras de fer, à main nerveuse,
Qui sort d'on ne sait où,
Toujours avec esprit vous raille
Se riant de votre mépris.*

C'est la canaille, et bien j'en suis !

*C'est l'enfant que la destinée
Force à rejeter ses haillons
Quand sonne sa vingtième année,
Pour entrer dans vos bataillons.
Chair à canon de la bataille,
Toujours il succombe sans cris.*

C'est la canaille, et bien j'en suis !

*Ils fredonnaient la Marseillaise,
Nos pères les vieux vagabonds
Attaquant en 93 les bastilles
Dont les canons
Défendaient la muraille
Que d'étrangleurs ont dit depuis*

C'est la canaille, et bien j'en suis !



Alexis Bouvier naît en 1836, à Paris, dans une famille ouvrière. Ciseleur en bronze jusqu'en 1863, et autodidacte, il commence à écrire des petites nouvelles qui évoquent la rue et les ateliers ouvriers, à Paris. Il se fait connaître dès le milieu des années 1860 par des chansons et des opérettes populaires, dont *La Canaille* (écrite en 1865) est demeurée la plus connue. Ayant abandonné son métier de ciseleur, il subsiste grâce à une activité de limonadier qu'il exerce boulevard de Strasbourg. Il décède à son domicile, boulevard de Clichy, dans le 18^e arrondissement, en mai 1892.

*Les uns travaillent par la plume,
Le front dégarni de cheveux
Les autres martèlent l'enclume
Et se saouilent pour être heureux,
Car la misère en sa tenaille
Fait saigner leurs flancs amaigris.*

C'est la canaille, et bien j'en suis !

*Enfin c'est une armée immense
Vêtue en haillons, en sabots
Mais qu'aujourd'hui la France
Appelle sous ses drapeaux
On les verra dans la mitraille,
Ils feront dire aux ennemis :*

C'est la canaille, et bien j'en suis !

CERTAINES « ÉLITES » INTELLECTUELLES FACE À LA COMMUNE

*Durant toute la période de la Commune, comme dans les années qui allaient suivre, quel pouvait bien être le comportement des « élites » des lettres françaises ? Nous avons déjà noté longuement l'analyse complexe du plus célèbre écrivain de l'époque, Victor Hugo, lequel regrettait qu'à la tête de ce mouvement révolutionnaire il n'y eût eu que des inconnus – ce qui était faux – et surtout des ignorants. Dans sa préface à l'ouvrage de Maurice Choury, *Les Poètes de la Commune*¹, Jean-Pierre Chabrol montrait du doigt ces vedettes des lettres françaises qui avaient exprimé une haine farouche de la Commune.*

Parmi cette cohorte de revanchards sociaux, Alphonse Daudet qui, dans *Les Contes du lundi*, décrit les révoltés parisiens ainsi : « un ramassis de bien vilain monde », ou même, « Paris au pouvoir des nègres », les fédérés étant présentés comme des « enragés ». Après le racisme, le sexisme exprimé par Alexandre Dumas fils à propos des communards : « Nous ne dirons rien de leurs femelles, par respect pour les femmes à qui elles ressemblent quand elles sont mortes. »

Le doux poète Leconte de Lisle n'hésitait pas à évoquer « cette bande de bêtes furieuses [...] », ajoutant, pour bien se faire comprendre : « J'espère que la répression sera telle que rien ne bougera plus et, pour mon compte, je désirerais qu'elle fût radicale ! » Pour Gustave Flaubert, l'auteur alors sulfureux de *Madame Bovary*, comment ne pas relever le ton adopté dans un courrier à George Sand : « Quels rétrogrades ! Quels sauvages ! C'est la dernière manifestation du Moyen Âge [...]. Je trouve qu'on aurait dû condamner aux galères toute la Commune, et forcer ces sanglants imbéciles à déblayer toutes les ruines de Paris. La chaîne au cou, en simples forçats [...]. On est tendre avec ces chiens enragés ! » Quant à l'auteure de *La Mare au Diable*, il semble qu'elle avait également déversé son fiel contre les barricadiers.

La réaction de Barbey d'Aurevilly, qui avait tellement célébré les chouans dans ses écrits, était celle d'un humaniste féroce : « [Il faudrait] montrer à toute la France le citoyen Courbet, scellé dans une cage, sous la colonne [...]. On le ferait voir pour de l'argent. » Rares sont les grands intellectuels, témoins hostiles de la Commune, ayant échappé à l'expression de cette haine proclamée. Même Émile Zola, qui, plus tard, s'épanchera longuement sur la misère du peuple, ne pourra retenir son ressentiment face aux révoltés parisiens : « Qui enseignera à nos enfants le respect de la liberté et de l'ordre ; tout le côté féroce et avide de la bête humaine. » Le même, après la défaite de la Commune, exprimera une apparente pitié envers les vaincus : « Pauvres gens, encore tout secoués par les émotions du siège, qui ont pris l'oisiveté des camps et préfèrent encore aujourd'hui le corps de garde à l'atelier. » Et puis encore cette triste réflexion : « Pauvres diables, qui se sont battus pour les trente sous ! »

Dans son ouvrage *Les Écrivains contre la Commune*², Paul Lidsky ne pointe pas seulement du doigt les écrivains ouvertement réactionnaires, tels Alphonse Daudet ou Alexandre Dumas fils, mais également ceux qu'il serait possible de qualifier de « modérés » ou de « républicains », ou même de « sociaux » comme Jean Richepin, voire de « socialistes », comme se présentait George Sand en 1848. Émile Zola ou le jeune Anatole France n'échappant pas à cette recension. Tous, dans un registre plus ou moins violent, se sont laissés aller à vitupérer contre la « canaille », la « populace », ou les « voyous », quand ce n'était pas les « pétroleuses ». Ces « brigands », ces « barbares », ou ces « bêtes fauves », ayant préparé leur coup depuis longtemps, sont sinistrement campés par un Théophile Gautier dans ses Tableaux du siège de Paris : « Ces animaux féroces se répandent par la ville épouvantée, avec des hurlements sauvages. Des cages ouvertes s'élançant les hyènes de 93 et les gorilles de la Commune. »

Pour Maxime Du Camp, qui devait publier en 1879 une volumineuse histoire de la Commune, sous le titre *Les Convulsions de Paris*, « [...] l'origine de la Commune remonte au temps de la Genèse, elle date du jour où Caïn a tué son frère. C'est l'envie qui est derrière toutes ces revendications bégayées par des paresseux auxquels leur outil fait honte et qui, en haine du travail, préfèrent les chances du combat à la sécurité du travail quotidien ».

Encore plus simpliste est l'explication donnée à chaud par Edmond de Goncourt dans son *Journal* daté du 28 mars 1871 : « Ce qui arrive est simplement la conquête de la France par l'ouvrier et l'asservissement sous despotisme du noble, du bourgeois, du paysan. » De son côté, l'historien Taine se plaît à pasticher le communard dans sa *Correspondance*, publiée en 1905 : « Le patron, le bourgeois non exploité, il faut le supprimer [...]. Moi, ouvrier, je suis capable, si je veux, d'être chef d'entreprise, magistrat, général [...]. » Pour Ernest Feydeau (père de l'auteur des célèbres vaudevilles), le postulat est tout empreint de simplicité, dans son livre, *Consolation*, écrit en 1872, où il se contente de proclamer : « Ce n'est même plus la barbarie qui nous menace. Ce n'est même plus la sauvagerie. C'est la bestialité pure et simple ! »



THE COMMUNISTS DESTROYING THE STATUE OF NAPOLEON

Émile Zola, qui, durant les mois que durèrent la Commune, assurait une chronique quotidienne dans *La Cloche*, s'exprimait également, au terme de la Semaine sanglante, dans *Le Sémaphore de Marseille*, daté du 3 juin 1871 : « Le bain de sang que le peuple de France vient de prendre était peut-être d'une horrible nécessité pour calmer certaines de ses fièvres. » De même, l'ancienne « socialiste » George Sand, dans un courrier à Alexandre Dumas fils, se laissait aller à écrire, le 24 mars 1871, que la Commune n'était que « le résultat d'un excès de civilisation matérielle, jetant son écume à la surface un jour où la chaudière manquait de surveillance ». Évoquant ensuite une « crise de vomissement », la Bonne Dame de Nohant concluait ainsi sa missive : « Ce sont les saturnales de la folie. »

Le bon poète Jean Richepin, dans son ouvrage consacré à Jules Vallès, traçait le portrait collectif d'une grande dureté des dirigeants de la Commune insurgée, paru en feuilleton dans *La Vérité*, en 1871 : « Eh bien, ces chefs ambitieux ou convaincus, charlatans ou prophètes, ont presque tous un point commun, c'est qu'ils étaient des déclassés et un gouvernement de fruits secs ! » Pour Maxime Du Camp, le jugement est tout aussi drastique pour qualifier les « sept à huit cents » dirigeants de la Commune : « Ce sont des petits-bourgeois déclassés, des patrons exaspérés de n'avoir point fait fortune ; ce sont des journalistes sans journaux, des médecins sans clientèle, des maîtres d'école sans élèves. » C'est encore George Sand qui, dans un article publié le 8 octobre 1871 dans *Le Temps*, intitulé « Lettre à un ami », tentait de justifier son attitude face à la Commune : « Le mouvement a été organisé par des hommes déjà inscrits dans les rangs de la bourgeoisie et n'appartenant plus aux habitudes et aux

nécessités du prolétariat. Ces hommes ont été mus par la haine, l'ambition déçue, le patriotisme mal entendu, le fanatisme sans idéal, la niaiserie ou le sentiment de méchanceté naturelle. »

Entre poètes indignés, on échange des propos du même genre et, le 2 juin 1871, Leconte de Lisle se lamente dans une lettre ayant pour destinataire José Maria de Heredia, où il lui fait part de son interprétation de la Commune. Il y dénonce « [...] cette ligue de déclassés, de tous les incapables, de tous les envieux, de tous les assassins, de tous les voleurs, mauvais poètes, mauvais peintres, journalistes manqués, romanciers de bas étage ». Pour ne pas être en reste, Alexandre Dumas fils s'en prend directement à Gustave Courbet, dans une *Lettre sur les choses du jour* publiée en 1871, en des termes choisis : « Sous quelle cloche, à l'aide de quel fumier, par suite de quelle mixture de vin, de bière, de mucus corrosif et d'œdème flatulent, ont pu pousser ces courges sonores, cette incarnation du moi imbécile et impuissant. »

Faisant des chefs « déclassés », à l'origine de la Commune, les responsables du drame, Maxime Du Camp évoque dans son livre, *Les Convulsions de Paris*, ces « [...] brutes obtues [qui] ne comprennent rien, sinon qu'ils ont une bonne paye, beaucoup de vin, trop d'eau-de-vie. L'orgie a été la principale préoccupation de la plupart de ces hommes, acteurs secondaires du drame auquel ils participaient, sans bien le comprendre ». Dans une de ses *Lettres d'une grand-mère*, publiées en 1898, la charmante comtesse de Ségur estimait indispensable d'ajouter sa touche à cette description des masses révolutionnaires : « Ils ont tant bu de vin et d'eau-de-vie pendant leur règne de bandits que la moindre blessure devenait gangreneuse. »

Impossible d'en terminer sans aborder les écrits

26 - HISTOIRE

concernant les femmes de la Commune qu'Alexandre Dumas fils qualifiait de « femelles ». Citons, une fois de plus, Maxime Du Camp, qui excellait toujours dans la basse méchanceté : « Elles avaient lancé bien d'autres choses que leur bonnet par-dessus les moulins. Tout le costume y passa. Celles qui se donnèrent à la Commune, et elles furent nombreuses, n'eurent qu'une seule ambition : s'élever au-dessus des hommes, en exagérant leurs vices [...] »

Si les chefs communards sont généralement présentés comme des « déclassés », leurs compagnes de lutte bénéficient d'un rejet particulier. Joseph Gobineau, plus tard auteur de *L'Inégalité des races*, se faisait moraliste, dans *Le Gaulois* daté du 28 mai 1871, pour dénoncer celles qui auraient dû se contenter d'élever leurs enfants : « Je suis profondément convaincu qu'il n'y a pas un exemple dans l'histoire d'aucun temps et d'aucun peuple de la folie furieuse, de la frénésie fanatique de ces femmes. » Dans ce même quotidien, également le 28 mai, le critique théâtral Francisque Sarcey voyait dans le comportement des communardes « un aspect clinique », ainsi commenté : « Aussi sont-elles cent fois plus dangereuses que les hommes. » C'est déjà le thème inusable des « pétroleuses » qui se voit répandu par l'élite littéraire de ce pays, et Catulle Mendès se complaisait dans l'inventivité à propos des « allumeuses de brasiers » qui ne songeaient qu'à détruire Paris : « ... Ce sont en général des femmes de 40 à 50 ans, le front ceint d'un serre-tête à carreaux rouges que dépassent des mèches de cheveux sales [...]. Si la rue est solitaire, elles s'arrêtent un instant devant un soupirail de cave, puis elles continuent leur chemin sans trop se presser, une maison est en flammes. »

Le tableau serait incomplet si n'y étaient mêlés ces « étrangers internationaux », ainsi décrits par Paul de Saint-Victor dans *L'Orgie rouge* : « Cette franc-maçonnerie du crime dont le drapeau n'a d'autre couleur que celle du sang trônait à l'Hôtel de Ville. Elle avait recruté les routiers et les mandrins de toute l'Europe. Des faussaires polonais, des bravi garibaldiens, des pandours slaves, des agents prussiens, des flibustiers yankees cavalcadant en tête des bataillons, plus chamarrés que l'état-major de Soulouque [...] » L'historien Taine, quant à lui, note dans sa *Correspondance* du 20 mai 1871 ces nombreux étrangers qui abondent dans les rues de Paris, où il serait possible de voir « environ cent mille insurgés dont cinquante mille étrangers ».

Nous en resterons là, après avoir relevé l'un des écrits du délicat poète Leconte de Lisle qui, dans une lettre à José Maria de Heredia, datée du 2 juin 1871, après les horreurs de la Semaine sanglante, suggère comme solution de « [...] déporter toute la canaille parisienne, mâles, femelles et petits, pour en finir avec des vengeances certaines qui n'attendent que leur heure, et ce sont malheureusement les plus inexorables ».

La liste serait longue de ces « élites », pas seulement littéraires, qui n'hésiteront pas à traîner dans la boue les désespérés qui se battaient pour un monde meilleur. Il est vrai que la plupart de ceux-là étaient dans leur rôle de soutiens naturels du pouvoir versaillais. Ces grands intellectuels se retrouvaient à l'unisson, dans leurs écrits vengeurs, aussi bien proches des procureurs des conseils



de guerre que du rapporteur de l'enquête parlementaire – un certain Delpit – qui, à l'image de certains historiens, faisait des révoltés, des « Barbares des temps modernes. » Dans leur ouvrage, *Les Communards*³, Jean-Pierre Azéma et Michel Winock tracent le niveau d'analyse de tous ces grands esprits : « Pour eux, les communards furent des ouvriers – flanqués de quelques bourgeois déclassés – affaiblis physiquement par le Siège, et moralement par l'espoir chimérique d'une impossible victoire sur les Prussiens ; gâtés de plus par le travail souterrain des doctrines communistes ; armés, qui plus est, dans une Garde nationale qui leur a permis de vivre dans l'oisiveté, l'ivrognerie et le désordre. La guerre sociale fut déclarée par ces enragés à la Grande et honnête opinion conservatrice. À quoi cela tenait-il ? À l'immoralité et à l'égoïsme actuel des masses. » Nos deux auteurs citent abondamment ce Delpit, qui affirmait que, pour éviter à l'avenir des conflits de ce genre, il était urgent de restaurer la morale et la religion, car : « S'il n'y a rien après cette vie, vous n'avez aucun moyen de calmer le désespoir des déshérités et de les empêcher de réclamer la part dont ils se croient frustrés [...] » D'où cette conclusion que, sous le dôme de la religion, il fallait restituer le travail (contre la grève), la famille (contre les clubs) et la patrie (contre l'Internationale). Qu'ajouter de plus pour tenter de comprendre une répression qui devait s'avérer des plus féroces ? ■

MAURICE RAJSFUS

Ce recueil d'immondices, émanant de grands esprits de l'époque – esquissé par Maurice Rajsfus – était très représentatif de cette « élite » qui s'efforçait de conforter la volonté des versaillais de poursuivre une guerre de classe qui ne prendra fin qu'après le vote de la loi l'amnistie de 1881.

1. Éditions Seghers, 1970.

2. Éditions Maspéro, 1970 ; réédition format de poche Éditions La Découverte, 2010.

3. Éditions du Seuil, 1964.

HIPPOLYTE TRIAT (1813-1881)

Un gymnasiarque dans la Commune

À la date du 5 avril 1871, le *Journal officiel* de la République française (Commune), partie non officielle, publie sous la signature de Jules Allix, maire du VIII^e arrondissement, l'annonce de la création d'un corps de gymnastes « sous la direction et le commandement du citoyen Hippolyte Triat, destiné à former des professeurs de gymnastique civile et militaire pour les écoles et les armées citoyennes. »

Hippolyte-Antoine Triat – « le plus bel homme de Paris » –, formé dès son enfance (qui est un roman) aux exercices physiques, ouvre, au 55-57 de l'avenue Montaigne, un gymnase très en vogue sous le Second empire. Il sera fréquenté, entre autres, par Paul Féval et Jules Vallès...

À l'entrée des Versaillais dans Paris, il est arrêté et interné jusqu'en juillet 1871.



HIRAK EN ALGÉRIE

L'INVENTION D'UN SOULÈVEMENT

OUVRAGE COLLECTIF SOUS LA DIRECTION DE OMAR BENDERRA, FRANÇOIS GÈZE, RAFIK LEBDJAOUÏ, SALIMA MELLAH.

Paru, hélas, quinze jours avant le début du confinement généralisé et la fermeture des librairies, *Hirak en Algérie, l'invention d'un soulèvement*, n'a pas encore connu le retentissement ou à tout le moins l'intérêt qu'il mériterait de susciter auprès d'un large public.

Les seize contributions réunies dans ce volume, sous la direction d'Omar Benderra, François Gèze, Rafik Lebdjaoui et Salima Mellah, rendent compte des dix premiers mois du soulèvement démocratique, surgi à partir de la fin du mois de février 2019 en Algérie. Mois pendant lesquels, chaque vendredi, des millions d'Algériens envahissent pacifiquement les rues des villes pour exiger le départ du régime et de ses dirigeants corrompus ; pour mettre fin à cette coupole mafieuse, organisée autour de l'armée et des services de sécurité, qui gangrène le pays depuis plus de trente ans et en confisque à son propre profit l'essentiel de la rente pétrolière.

Chercheurs, universitaires, journalistes, avocats, économiste ou ancien militaire se sont donc retrouvés autour de ce projet d'écriture collectif, à la fois varié dans ses expressions et dans les expériences de différentes générations. Quatre femmes en font partie, dont une universitaire et trois journalistes algériennes¹.

Le recueil est organisé en trois grandes parties. Les premières contributions reviennent sur l'histoire récente de l'Algérie et les raisons qui ont amené au déclenchement du hirak. Les auteurs reprennent par le menu le déroulement de la « sale guerre » des années 1990, la profondeur de la corruption du régime à tous ses niveaux et le simulacre de démocratie. Ils reviennent également, de façon très documentée, sur le profond mépris des dirigeants algériens pour leur propre peuple et la manière dont des trésors de perversion et de manipulation ont été développés pour le museler et le surveiller, avec la mansuétude de la « communauté internationale » en prime, grâce à une véritable industrie de la désinformation à l'intérieur, comme à l'extérieur.

Cette première partie s'achève sur la contribution d'Ahmed Selmane qui rappelle que l'insurrection « n'est pas tombée du ciel » et que les « accumulations lentes et silencieuses (...) finissent par donner des fruits ». Et de citer très opportunément un discours de Hocine Aït-Ahmed, tenu en mars 2012, qu'il est tentant de reprendre ici :

« Casser le mur de la peur. C'est ce qu'on fait les familles de disparus depuis des années en bravant la répression et les interdits. C'est ce qu'on fait les avocats qui les ont soutenues et aidées à porter leur combat dans toutes les arènes nationales et internationales. C'est ce qu'on fait les familles de victimes du terrorisme. C'est ce



• *Hirak en Algérie. L'invention d'un soulèvement.*

Sous la direction de Omar Benderra, François Gèze, Rafik Lebdjaoui, Salima Mellah.

Avec les contributions de Zineb Azouz, Houari Barti, Abdelghani Badi, Omar Benderra, Amine Bendjoudi, Hocine Dziri, José Garçon, François Gèze, Hadj Ghermoul, Rafik Lebdjaoui, Hocine Malti, Hassina Mechaï, Mohamed Mehdi, Salima Mellah, Ahmed Selmane, Habib Souaïdia.

La fabrique éditions, 2020, 304 pages, 16 € format papier et 9,99 € en format numérique epub.

<https://lafabrique.fr/hirak-en-algerie-linvention-dun-soulevement/>

qu'on fait les jeunes de Kabylie en 2001. C'est ce qu'on fait les jeunes de Gardaïa. C'est ce qu'on fait les jeunes de Ouargla. C'est ce qu'on fait les jeunes des Aurès. C'est ce qu'on fait les jeunes de l'Oranie. C'est ce qu'on fait les jeunes de Constantine. C'est ce qu'on fait les femmes de Hassi Messaoud traquées et violentées qui ont osé défier la loi de l'omerta. C'est ce qu'on fait les syndicats autonomes qui ont osé construire des rapports de force en faveur des travailleurs, depuis des années. C'est ce qu'on fait certaines associations... Et tous ces quartiers d'Algérie rendus furieux par l'exclusion et la hogra²... Et ces bataillons de harragas³... Et même si cela n'a pas fait

tomber le régime, cela a participé. À mettre en évidence ses tares et ses faillites. Il manque pourtant à toutes ces résistances à l'injustice, à la violence et à l'oppression un ancrage social plus large. Il leur manque l'aide et le soutien de médias libres et crédibles. Il leur manque de se voir et de savoir ce qui les lie et ce qui les sépare et comment ne pas tomber dans les pièges de la division, de la dispersion et de la diversion...

La deuxième partie regroupe des reportages pris sur le vif, des témoignages « à chaud » et des entretiens. C'est la partie la plus vivante de l'ouvrage au sens de l'immersion dans le mouvement, comme dans les tentatives du pouvoir de s'en emparer puis de tenter de le discréditer.

La dizaine de contributions qui la composent montre bien l'irrésistible vague populaire, la détermination des manifestant·e·s, la coexistence de différentes revendications sociales et/ou nationales. Tout ce qui a fait, avant l'interruption des manifestations, à la mi-mars 2020, pour cause de pandémie, la force et les premiers succès de ce mouvement pacifique.

À l'instar d'autres soulèvements « spontanés » comme la Commune de Paris ou les événements révolutionnaires de mai-juin 1968, toujours à Paris, les débuts festifs et l'inventivité des manifestant·e·s en matière de slogans et de chansons signent là encore la profondeur de la colère, mais aussi l'espoir porté par ce mouvement auquel ont adhéré très rapidement des catégories très différentes de la population.

Deux contributions, l'une sur Constantine et l'autre sur Oran, nous donnent à voir et à comprendre la profondeur de cette mobilisation au sein de la population à travers des expériences autres que celles d'Alger, beaucoup montrées et analysées.

L'implication des artistes (chanteurs, graphistes, plasticiens), dès les premiers jours du hirak, a été décisive, tant en Algérie en soutien aux manifestations du mardi et du vendredi, qu'à l'extérieur popularisant avec force l'élan démocratique. Le développement du livre sur la chanson est symptomatique de la façon dont ce mouvement a gagné très rapidement en puissance, comme une vague démultipliée par le web et les réseaux sociaux.

Le passage sur les pancartes et les banderoles est également nourri par l'inventivité, l'humour et la lucidité des manifestant·e·s.

Une autre contribution montre aussi comment ce mouvement a retrouvé le fil de l'histoire du pays avec la lutte anticoloniale en se réappropriant les héros de la lutte de libération. Pour les plus jeunes manifestants, le hirak agit comme une « seconde libération ».

« Le hirak est aussi une passation mémorielle et générationnelle. Les mots d'ordre disent bien son enracinement dans le passé révolutionnaire [...]. Sur des banderoles géantes : "1962, indépendance du sol, 2019, indépendance du peuple" ».

« À Constantine, des manifestants scandent "Algérie libre et démocratique" puis entonnent des chants patriotiques. La devise de la guerre de libération, "Un seul héros, le peuple", devient le mot d'ordre des manifestants francophones. Comme si les marcheurs disputaient leur part de cet héritage héroïque aux généraux qui portent sur

leur poitrine les breloques d'un héroïsme de pacotille⁴. »

Une bataille moins visible et plus souterraine s'est déroulée sur les réseaux sociaux où, aux informations et mots d'ordre des activistes, répondaient, comme en écho, la désinformation des « mouches électroniques » de la police politique du régime. Cette contribution, qui clôt la seconde partie, montre bien comment le pouvoir a tenté – assez vainement d'ailleurs – d'introduire de la diversion et de la division sur les réseaux sociaux et les parades trouvées par les activistes et les manifestant·e·s.

La troisième et dernière partie de Hirak en Algérie propose plusieurs analyses sur les réactions du régime face au hirak et s'achève sur l'irruption de ce mouvement sur la scène internationale.

La crise sanitaire internationale, qui a brutalement interrompu la vague irrésistible du hirak, à partir de la mi-mars 2020, a cependant créé une situation nouvelle en Algérie, comme dans tous les pays où la protestation populaire gagnait en intensité (Hongkong, Chili, entre autres).

Divine surprise pour le pouvoir mafieux en place, la pandémie du Covid-19 a été mise à profit pour renforcer la répression, et ce à l'abri de l'attention et des regards gênants de la presse étrangère. Plus d'un millier d'opposants sont actuellement emprisonnés et les arrestations d'activistes ou de porte-voix du soulèvement se succèdent sans discontinuer, depuis le mois de mars, sous les prétextes les plus divers. Des dizaines de personnes ont été convoquées, ces dernières semaines, par les services de sécurité pour des publications sur les réseaux sociaux.

L'expérience du hirak demeure et pourra difficilement être effacée par les généraux. De nouvelles formes de protestation prennent le relais sur les ondes ou par le biais des réseaux sociaux, comme, très récemment, Radio Corona. Le goût de la liberté et l'aspiration à un régime démocratique finiront, tôt ou tard, par l'emporter. ■

PHILIPPE RAJSFUS

1. Zineb Azouz, universitaire; Abdelghani Badi, avocat; Houari Barti, journaliste; Omar Benderra, économiste; Amine Bendjoudi, photographe et scénariste; Hocine Dziri, journaliste; José Garçon, journaliste; Hadj Ghermoul, premier détenu d'opinion du hirak; François Gèze, éditeur; Rafik Lebджаoui, journaliste; Hocine Malti, consultant pétrolier; Hassina Mechaï, journaliste; Mohamed Mehdi, journaliste; Salima Mellah, journaliste; Ahmed Selmane, journaliste; Habib Souaïdia, ancien militaire, réfugié politique en France.

2. Le mépris affiché des dirigeants envers le peuple algérien.

3. Les migrants.

4. Page 131.

C'EST LA NUIT SURTOUT QUE LE COMBAT DEVIENT FURIEUX

UNE AMBULANCIÈRE DE LA COMMUNE (1871)

ALIX PAYEN

ÉCRITS RASSEMBLÉS ET PRÉSENTÉS PAR MICHÈLE AUDIN.

Les témoignages du temps de la Commune de Paris sont rares : temps court (soixante-douze jours) de la Commune, enfermement des protagonistes dans un même lieu, peu de familiarité de ces protagonistes avec l'écriture, violente répression peu favorable à la conservation d'éventuels écrits... subversifs...

Voici celui d'Alix Payen.

Issue d'une famille bourgeoise « lettrée », elle écrit à sa mère, de Paris (fort d'Issy) à Paris ; à son père, de Paris à l'extérieur.

Ses lettres sont peu connues, peut-être même pas connues, et d'ailleurs en bonne partie inédites.

Alix Payen, ambulancière d'un bataillon fédéré pendant la Commune de Paris, n'était même pas connue du *Maitron*, le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, jusqu'au jour où la décision de publier ce livre a été prise (septembre 2019). Pourtant, Édith Thomas l'avait mentionnée dans son livre *Les Pétroleuses* en 1963.

Pourquoi cette ignorance ?

Alix Payen ne correspondait pas aux stéréotypes des versaillais – et pas non plus à ceux des historiens de la Commune.

Alix Payen n'était pas ouvrière, elle n'était pas institutrice, elle n'était pas non plus une aristocrate russe, elle n'a pas fréquenté les clubs, elle n'a pas écrit d'articles dans les journaux, elle n'est pas passée en conseil de guerre, elle n'a été membre ni de l'Association internationale des travailleurs ni de l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés... mais elle a défendu Paris et elle a donné des soins aux blessés.

On pense ici à Victorine Brocher. Elles sont aussi très différentes. Pourquoi ne le seraient-elles pas ? Bien d'autres femmes très diverses, dont l'histoire et les historiens ont laissé perdre les traces ténues, ont participé, chacune à leur manière, au mouvement de la Commune.

Alix est une bourgeoise et, pleinement citoyenne, elle se bat pour défendre le Paris communard avec son mari – qui en meurt.

Contrairement à Victorine, Alix n'a pas publié ses souvenirs. Ses – des – lettres ont pourtant déjà été publiées (au moins) trois fois, d'abord par son frère, le peintre Paul Milliet, dans *Les Cahiers de la quinzaine* (de Charles Péguy) en 1911, ensuite dans les mémoires de Paul Milliet, *Les Milliet, une famille de républicains fouriéristes*, en 1915-1916. Enfin, dans un livre *Mémoires des femmes mémoire du peuple* de la Petite collection Maspero, en 1978, « Louis Constant » a repris les textes des *Cahiers*.

Le livre de Paul Milliet, qui n'est pas un modèle de rigueur



• C'est la nuit surtout que le combat devient furieux. Une ambulancière de la Commune, 1871.

Alix Payen.

Écrits rassemblés et présentés par Michèle Audin.

Éditions Libertalia, 2020. 128 pages, 8 €.

Disponible en version papier ou en format électronique epub.

et contient plusieurs dates ou commentaires erronés, donnait des versions un peu remaniées des lettres de sa sœur qu'il avait lui-même publiées précédemment. Il était un peu difficile de s'y retrouver entre ces deux versions.

C'est encore une nouvelle version que je propose ici. J'y reproduis des textes (en grande partie inédits) manuscrits d'Alix Payen, conservés par son arrière-petite-nièce Danielle Duizabo, qui a eu la gentillesse de me les montrer et de me permettre de les photographier. Comme elle annonce vouloir le faire dans une lettre à son père, Alix a repris elle-même les lettres qu'elle avait écrites à sa mère, pour raconter son histoire. Elle destinait ce travail au cercle familial.

Il est grand temps de l'en faire sortir.

Quelques lettres de Mme Milliet, la mère d'Alix, et de Louise Milliet, sa jeune sœur, conservées elles aussi par la famille, éclaireront le contexte et aussi l'engagement communard d'Alix, de Paul et même de Louise. ■

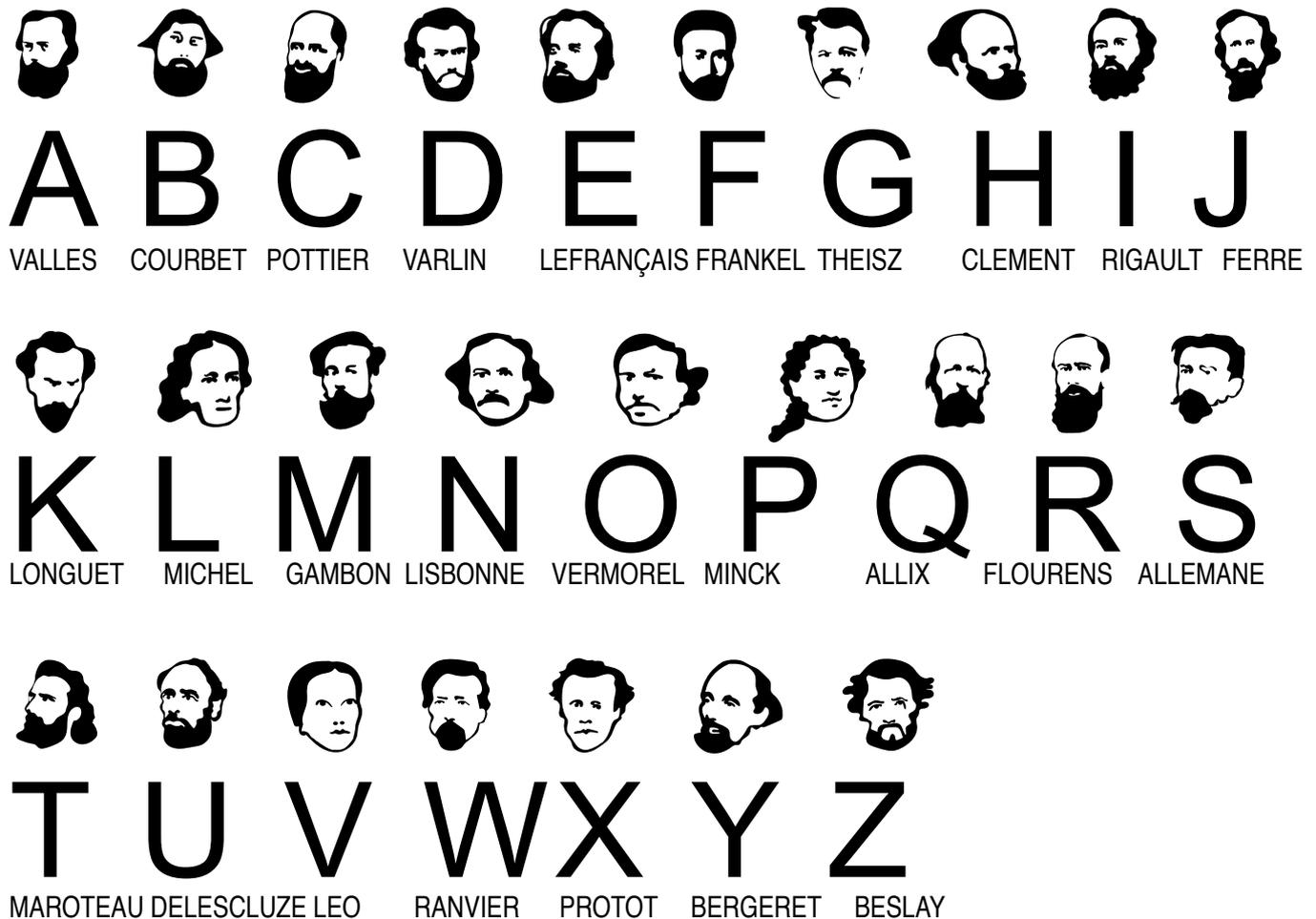
UN ALPHABET DE COMMUNARD-E-S

Éloi Valat, dessinateur, auteur* et collaborateur d'Actualités de la Commune avec sa rubrique Communistes-Portraits, nous livre un alphabet communard de sa composition dans lequel chaque lettre fait référence à des actrices ou des acteurs de la Commune.

Il est disponible en téléchargement sur notre site pour une libre utilisation, il suffit de mentionner son auteur.

À vos claviers...

Lien de téléchargement : [Alphabet communard d'Éloi Valat](#)



* Ouvrages d'Éloi Valat sur la Commune :

Le journal de la Commune, Bleu autour, 2007.

L'Enterrement de Jules Vallès, Bleu autour, 2010

La Semaine sanglante de la Commune de Paris, Bleu autour, 2013.

Louises, les femmes de la Commune, Bleu autour, 2019.

Faisons vivre la Commune !

